

# opera mundi europe

RAPPORTS HEBDOMADAIRES SUR L'ÉCONOMIE EUROPÉENNE

D A N S   C E   N U M E R O

- LA LETTRE DE LA SEMAINE (P. 1-4)

Quand les citoyens se font mécènes  
V - Sous-développement de la France

- L'OPINION DE LA SEMAINE (P. 5-8)

II - Wall Street 1929-1970

Par S. Scheps  
Vice-Président  
Banque de Crédit International (Genève)

- LES COMMUNAUTÉS AU TRAVAIL (P. 9-14)

L'ouverture des négociations d'élargissement; L'évolution des relations entre la CEE et la Grande-Bretagne; Progrès vers la société européenne; Les agriculteurs et l'élargissement; Le commerce extérieur de la Communauté; Aide de réadaptation pour mineurs français; Financement d'une étude de développement régional; Vers l'harmonisation des taxes sur certains hydrocarbures.

- EUROFLASH (P. 15-42)

Sommaire analytique, p. 15

Index alphabétique, p. 41

N° 570 - 30 Juin 1970

10 Av. Raymond-Poincaré

PARIS 16<sup>e</sup>

# OPERA MUNDI - EUROPE

## RAPPORTS HEBDOMADAIRES SUR L'ECONOMIE EUROPEENNE

### DIRECTION GÉNÉRALE ET RÉDACTION

100, Avenue Raymond Poincaré - PARIS 16<sup>e</sup>

Tél. : 704.53.20      Tél. : MUNDI-PARIS 27 989  
CCP PARIS 3235-50

DIRECTEUR .....	Paul WINKLER
Directeur Adjoint .....	Charles RONSAC
RÉDACTEUR EN CHEF .....	André GIRAUD
Service Informations .....	Guy de SAINT CHAMAS
Service Études et Documentation .....	Alain-Yves BUAT
Institutions Européennes .....	Rudiger BARTHAUER
	Gabriela KAHLIG
	Jean LAURE

### SUISSE

54, rue Vermont  
GENÈVE - Tél. 33 7693

### BENELUX

12, rue du Cyprès  
BRUXELLES - Tél. : 18-01-93

### ITALIE

Piazza S. Maria Beltrade, 2  
20123 MILANO - Tél. 872.485 - 872.492

ABONNEMENTS	Un an	6 mois
Série hebdomadaire .....	FF. 1.200	FF. 700
Série semestrielle .....	FF. 400	
(La revue n'est pas vendue au Numéro)		

## L A L E T T R E D E L A S E M A I N E

L'extrême libéralisme que l'on constate en matière de Fondations aussi bien aux Etats Unis qu'en Grande-Bretagne ou en Allemagne reste présentement en France à l'état d'idéal (voir "Lettres" 563, 565, 566 et 569). Il n'est donc guère étonnant que "le mécénat y soit terriblement sous-développé", comme on a pu le dire.

Ce sous-développement s'explique d'ailleurs en partie par l'histoire.

Les abus auxquels a donné lieu, dans un passé pas tellement lointain, l'utilisation des biens de mainmorte ont profondément marqué l'esprit du législateur, qu'il se soit agi de l'accumulation de grandes propriétés foncières au profit de certaines institutions, aboutissant à figer une part importante du patrimoine national, ou de l'amoindrissement excessif (et concomitant) des recettes fiscales - sans pour autant que le bien commun s'y soit jamais retrouvé de manière bien convaincante.

Par ailleurs, la France a vu s'établir dès le XIX<sup>e</sup> siècle la laïcité de l'enseignement, au surplus rendu progressivement gratuit et obligatoire. Ainsi une tâche d'intérêt national qui, dans d'autres pays, demeurerait, au moins en partie, de la responsabilité d'organisations privées, était prise en charge par l'Etat. Cette évolution n'a fait que se confirmer tout au long du XX<sup>e</sup> siècle : après l'enseignement et les bourses d'études, c'est la santé qui, avec la création de la Sécurité Sociale, est tombée sous la coupe de l'Etat. Ainsi, deux des missions essentielles du mécénat privé dans des pays voisins échappent au domaine du mécénat français, qu'il soit laïc ou confessionnel.

Du même coup, les oeuvres se consacrant au développement du sens religieux, si nombreuses et si puissantes aux Etats-Unis, en Angleterre ou en Allemagne, sont condamnées à végéter pour ne pas donner ombrage à la laïcité de l'Etat. Enfin une idée fort répandue en France, au moins depuis quelques générations, veut que le souci de l'intérêt général soit d'abord - sinon exclusivement - l'apanage de l'Etat centralisé, supposé tout puissant.

Cet ensemble de phénomènes, tous convergents, aboutit à un résultat qui s'exprime par un chiffre : en 1969, on estimait à moins de 250 le nombre des Fondations, de quelque nature que ce soit, à exister en France. Voilà qui, déjà, est sans aucune mesure avec ce qui existe ailleurs. Et qui le serait beaucoup plus encore, si l'on ose dire, dans la mesure où les capitaux constitutifs et les revenus annuels de l'ensemble des Fondations françaises pourraient être comparés avec les moyens dont disposent les Fondations d'autres grands pays - comparaison malheureusement impossible car aucun chiffre d'ensemble sérieux n'est présentement disponible.

Beaucoup des Fondations actuellement en activité en France sont de création récente : fin du XIX<sup>e</sup> ou début du XX<sup>e</sup> siècle. C'est dans un grand élan d'enthousiasme populaire, qui débordait d'ailleurs largement les frontières

nationales, que fut constituée en 1887 la plus célèbre d'entre elles, l'Institut Pasteur. Pourtant il s'est agi d'un phénomène tout à fait exceptionnel, sans lendemain, dû à l'immense prestige que s'était acquit Louis Pasteur avec la découverte du vaccin contre la rage.

Il existe tout de même quelques autres organisations philanthropiques assez connues datant de la première moitié du XXe siècle, mais, le plus souvent, le public français ne sait même pas qu'il s'agit de Fondations au plein sens du terme. Il en va ainsi de l'oeuvre des Orphelins d'Auteuil, de la Cité Universitaire Internationale à Paris, de l'Institut Gustave Roussy (lutte contre le cancer), de la Maison de la Chimie ou de l'Hôpital américain de Neuilly.

Il faudra attendre l'époque tout à fait actuelle pour voir se créer, ou du moins se développer quelques unes des rares Fondations qui soient parfois connues du grand public. Citons: la Fondation de la Vocation, créée sur l'initiative d'une des grandes agences de publicité française pour l'attribution de bourses d'études, et surtout la Fondation de France, créée en janvier 1969 par seize des plus grands établissements français de crédit, au capital de F. 1,6 milliard - ce qui est considérable. Il faut observer d'ailleurs que cette dernière Fondation, loin de vouloir concurrencer les autres pour le partage d'un "marché" du mécénat déjà fort réduit, a pour mission au contraire de jouer un rôle de soutien, de complément et de stimulant pour les organisations existantes.

Le drame essentiel des Fondations françaises est en effet la faiblesse insigne de leurs moyens. Tant parce qu'elles se sont constituées à partir de dotations initiales en capital que les dévaluations successives ont bientôt réduites à peu de choses, qu'en raison de la faiblesse et de la rareté des dons et legs dont elles pouvaient bénéficier. Amoindrissement croissant des grandes fortunes, absence quasi totale d'encouragements d'ordre législatif et fiscal : deux raisons essentielles qui leur ont le plus souvent interdit tout essor important, sinon été tout dynamisme.

Au mieux, elles ont dû se limiter à un champ d'action sans commune mesure avec celui de tant de Fondations britanniques, allemandes et plus encore, américaines. Soit un domaine scientifique ou technique nettement circonscrit : c'est le cas de l'Institut Océanographique, ou du Centre Scientifique et Technique du Bâtiment; soit l'aide aux familles nombreuses particulièrement méritantes : cas de la Fondation Cognacq-Jay; soit l'enseignement privé : cas de l'Institut Catholique de Lille, ou, plus récemment, de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, qui fut créé, après la dernière guerre pour permettre la nationalisation de l'ancienne Ecole Libre des Sciences Politiques tout en lui conservant les avantages d'une institution de droit privé ...

L'extrême réserve, presque de règle pendant si longtemps à l'égard du mécénat privé, se manifeste encore dans la législation en ce qui concerne aussi bien les Fondations elles-mêmes que les éventuels donateurs. Les Fondations ne bénéficient pas de l'exonération totale des impôts sur leurs revenus; certes, elles ne sont pas assujetties à l'impôt de 50 % sur le bénéfice des sociétés, mais elles doivent verser les 24 % d'impôt sur le revenu des sociétés.

Les dons et legs qui leur sont consentis sont soumis aux droits de mutation, qui sont élevés, et s'il arrive que l'administration fiscale les en exonère, elle n'en a pas l'obligation. Ces droits sont à la charge du bénéficiaire, donc de la Fondation, mais il est évident qu'il y a là de quoi décourager le donateur éventuel qui voit diminuer d'autant le montant des sommes qui profiteront finalement à l'oeuvre philanthropique qu'il entendait aider.

C'est cependant dans les conditions faites aux donateurs eux-mêmes que la législation française s'éloigne le plus des usages en vigueur dans la plupart des grands pays du monde occidental. Aux Etats-Unis, toute personne physique peut retrancher jusqu'à 30 % de son revenu imposable si cette soustraction est faite au profit d'une Fondation. En Grande-Bretagne, il n'existe pas de limite au montant de cette soustraction. En Allemagne, si elle est réduite à 5 %, le principe de l'exonération n'en demeure pas moins affirmé, de manière relativement substantielle.

En France, on se maintient dans le domaine du symbole : le plafond de ce que le contribuable peut déduire de sa déclaration d'impôt sur le revenu est fixé à 0,50 %. Ce qui est aussi décourageant que ridicule. A tel point que, face au renouveau de la notion de Fondation, l'administration fiscale a mis à l'étude un projet de relèvement progressif de ce plafond avec pour objectif ultime le taux de 5 %.

Quant aux dons effectués par les sociétés (personnes morales), la comparaison est difficile car l'assiette de l'exonération fiscale n'est pas la même en France qu'aux Etats-Unis par exemple. Dans ce dernier pays, l'exonération est totale jusqu'à 5 % du bénéfice net, alors que la loi française prend pour base le chiffre d'affaires l'exonération variant de 1 à 3 ‰ de celui-ci. A dire d'expert cependant, cette formule est moins défavorable qu'il ne le semble.

Au demeurant, si le fisc est largement responsable, par sa rigueur, du "sous développement" du mécénat en France, il n'est tout de même pas seul en cause. Ici jouent également, l'ignorance et l'indifférence du public et des donateurs potentiels à l'égard des Fondations. Le mécénat n'est pas, ou du moins pas encore "dans les moeurs", avec une arrière-pensée que l'on trouve dans toutes les couches de l'opinion : c'est à l'Etat qu'il incombe de payer.

Pourtant, petit à petit, l'idée se fait jour que l'Etat ne peut pas tout faire et que, dans certains cas, l'initiative privée apparaît irremplaçable. Les échos obtenus dans tout le pays par certaines campagnes philanthropiques - lutte contre le cancer, par exemple - ont révélé à cet égard des virtualités insoupçonnées. Ce n'est certes qu'un début, mais de bon augure.

En Italie enfin, le fait qu'à l'exemple de la Grande-Bretagne, on se soucie actuellement de dresser l'inventaire des Fondations existantes pour en établir l'annuaire, est un signe intéressant. Dans ces conditions, et bien qu'il ne

soit pas possible encore de disposer d'un bilan précis. il paraît se confirmer que le mécénat reprend de la vitalité en Europe. Sans doute ne s'agira-t-il plus seulement, comme dans le passé, d'un mécénat réservé à quelques grands industriels, à quelques familles illustres. Le mécénat du citoyen moyen, envoyant une petite somme à une Fondation de son choix, est même, vraisemblablement, celui de demain. Beaucoup de petites sommes permettent de grandes choses. Peut-être est-ce là que se trouve le véritable avenir du mécénat en Europe.

-----

## L'OPINION DE LA SEMAINE

## WALL STREET 1929-1970 (II)

Par S. Scheps  
Vice-Président

BANQUE DE CREDIT INTERNATIONAL (Genève)

Qu'y-a-t-il donc de vraiment neuf aux Etats-Unis aujourd'hui par rapport à 1929 ? (1) Tout d'abord ce pays est désormais la première puissance économique du monde, comme il l'a montré par sa contribution essentielle à la reconstruction de l'économie européenne. Cette puissance repose sur un immense know how technico-industriel et, selon Burns, un complexe militaro-industriel y exerce une influence prépondérante.

En second lieu, la Bourse - qui ne fait ainsi que traduire dans son propre langage les faits économiques - a connu un intense développement. Celui-ci s'est effectué à la fois horizontalement, en ce sens que parmi les titres cotés figurent en nombre toujours plus grand des entreprises moyennes, et verticalement, en ce sens que le titre boursier est devenu un moyen préférentiel d'investissement : quelque 26 millions d'américains sont aujourd'hui possesseurs d'actions, et quelque 23 millions sont propriétaires de certificats de Fonds Mutuels. Quant aux investisseurs institutionnels - compagnies d'assurances et caisses de retraite par exemple - ils abandonnent certaines de leurs opérations traditionnelles au profit de l'achat d'actions.

Ce sont surtout les "Unit Trusts" et "Mutual Funds" qui ont répandu les actions dans le grand public, s'appuyant sur le slogan du capitalisme populaire selon lequel toutes les couches de la population doivent bénéficier de la croissance économique. Leurs dirigeants, beaucoup plus jeunes et dynamiques que les financiers classiques, ont introduit des méthodes publicitaires nouvelles et agressives fort peu connues jusque là. Les banques et les sociétés financières traditionnelles ont ainsi été plus ou moins obligées de suivre. Or ces jeunes managers n'ont pas vécu l'année 1929 et ils n'en ont certainement pas étudié l'histoire : pour eux, la croissance continue va de soi, et elle est le leit motiv de leur activité.

Il s'est pourtant produit de légères récessions dans les années 1962 et 1966, marquées par des baisses du Dow Jones de 29 % et 25 % respectivement. Il faut croire que ces dirigeants n'en ont pas été beaucoup impressionnés, puisqu'à cette époque précisément on a assisté à une floraison de nouvelles sociétés d'investissements. Au demeurant, la réglementation inspirée notamment par

-----  
(1) Voir la première partie de cet article dans notre numéro 569

Galbraith a constitué un empêchement à toute panique : l'endettement est en effet contenu dans d'étroites limites puisque tout acheteur d'actions doit les payer comptant à raison de 80 % ou même 90 % de leur prix.

En troisième lieu, il faut noter que la dernière décennie a été placée sous le signe de la concentration et des conglomérats. Récemment, Galbraith a relevé un certain parallélisme entre la fièvre des fusions d'entreprises connue dans les années 1920 et celle qui a marqué les années 1960. Il a critiqué l'optimisme aveugle de Wall Street devant les méthodes mises en honneur par les "go-go-funds", "hedge funds" et autres "glamour stocks".

Dans un article fort instructif "Avenement et chute de l'idée des Conglomérats" (Financial Times du 28.5.70), David Palmer fait porter aux conglomérats la responsabilité principale de la chute de Wall Street au cours des 18 derniers mois. De fait, ces organisations, considérées encore récemment comme le "nec plus ultra" du capitalisme dynamique, ont vu leur image sérieusement ternie : c'est ainsi que les titres Textron, Gulf Western ou Litton ont subi pendant cette période des pertes de 67%, 84% et 85 % respectivement.

Ce serait cependant une erreur, selon nous, d'attribuer la crise de Wall Street au seul développement des Fonds d'investissements - même compte tenu des malheurs de l'IOS - et des conglomérats, car ce développement n'a fait qu'exprimer une euphorie généralisée, consécutive à l'attribution à la croissance économique d'une vertu de quasi invulnérabilité. Il est bien certain que, maintenant comme autrefois, le placement en actions constitue la meilleure protection contre l'érosion de la monnaie. Encore faut-il que les entreprises fassent montre de rentabilité.

Or il semble que le libéralisme économique soit congénitalement incapable de cumuler plein emploi, croissance et stabilité des prix, et ce fameux "triangle magique" s'apparente de fort près à la quadrature du cercle. C'est ainsi, notamment, qu'il est des plus délicat de déterminer dans un pays le niveau de chômage compatible avec l'équilibre socio-économique. Ce niveau est toujours fonction de négociations difficiles entre employeurs et syndicats, compte tenu d'un degré acceptable d'inflation. En d'autres termes, la valeur d'une action ne dépend pas seulement de l'évaluation technique qui peut en être faite; elle est conditionnée également par un certain nombre de variables sociales. Ce qui signifie que la Bourse ne peut pas s'abstraire du contexte fait des considérations économiques et sociales enchêvêtrées dans lequel s'insère les entreprises dont elle manipule les titres.

Il est donc indispensable de rendre plus sévère le ratio prix-bénéfices en matière d'actions, et de relever sérieusement les seuils de rendement en matière d'obligations et autres formes de placements. Ainsi, les titres IBM ont



subi, à la suite de la crise de Wall Street, une baisse de \$ 16 milliards de leur capitalisation boursière, soit 35% par rapport à leurs cours le plus élevé. Il est clair qu'une élévation du ratio prix-bénéfices serait justifié pour cette entreprise mondiale dont les bénéfices sont en constante augmentation.

Par ailleurs, le besoin constant en capitaux frais pose aussi bien sur le taux de l'argent que sur les nouvelles émissions. Il convient donc que l'investisseur privé se renseigne plus à fond sur les entreprises dont il acquiert des titres - ce qui est de nature à empêcher dans bon nombre de cas des émissions purement spéculatives. Quant aux Fonds d'investissements, il est clair qu'ils ne peuvent désormais rester en marge de cette évolution. A l'euphorie irrationnelle doit se substituer l'esprit de méthode. A titre d'exemple, disons que si un investisseur en actions a tablé ces dernières années sur un rendement annuel de 9 % (dividendes et plus values en capital), il devra aujourd'hui faire preuve d'une grande prudence, compte tenu de ce que les rendements obligatoires tournent actuellement autour de 10 %.

Ce sont Nixon et Burns qui ont été pour une bonne part, nous l'avons vu, les artisans de la saine réaction de Wall Street. Leur volonté d'aboutir à un retournement de la conjoncture boursière était guidée, à défaut de raisons économiques proprement dites, par des raisons psychologiques. Il ne faut pas oublier en effet que Burns est l'ami et le maître de Milton Friedman, dont la réputation s'est affirmée avec la création de l'école de Chicago, restauratrice de la théorie quantitative de la monnaie qui a été exposée en 1969 par Friedman dans son livre "Optimum monétaire quantitatif".

Selon Friedman, l'instrument fiscal est d'une médiocre efficacité pour le contrôle de la conjoncture, car celle-ci est soumise à des influences beaucoup plus puissantes. De même, l'évolution des taux d'intérêts ne donne que peu de renseignements sur la rareté ou l'abondance de l'argent. Les véritables facteurs de la conjoncture sont donc les impulsions monétaires, ce que corrobore d'ailleurs l'analyse des statistiques.

Sur cette théorie, nous épousons pour notre part l'opinion exprimée par Fritz Leutwiler, Directeur Général de la Banque Nationale Suisse, devant l'Assemblée annuelle de la Société Suisse de Statistiques et d'Economie politique, le 30 mai 1970 : "L'analyse des postulats de l'Ecole de Chicago conduit à la conclusion que l'on ne peut en attendre que peu de propositions concrètes et réalisables en vue de l'amélioration ou du raffinement des politiques monétaires. Leur seul mérite est d'avoir mis en lumière les inconvénients économiques d'une politique monétaire excessivement zigzagante, les insuffisances à la fois humaines, statistiques et institutionnelles de la politique monétaire actuelle, ainsi que le danger croissant résultant d'un abus d'utilisation du moyen que constitue la politique des Banques d'émission" ...

Il est effectivement très difficile, à notre sens, de chiffrer le taux d'augmentation de la circulation monétaire. En fin de compte l'optimum de la masse monétaire dans une économie nationale est déterminé par des facteurs proprement économiques, et le devoir de la Banque d'émission est de régler cette masse conformément aux besoins de l'économie. La Bourse reste certes un élément essentiel de l'économie monétaire dans la mesure où, par son intermédiaire, l'épargne peut s'investir de manière productive. Mais le mot même de "spéculation" devrait retrouver sa signification originelle, qui n'est rien d'autre que l'espoir (speculare) de voir l'entreprise dans laquelle une épargne s'investit, être gérée sur le seul principe de la rentabilité. Ainsi les cours boursiers correspondraient-ils, en règle générale, exclusivement à ce critère, et ce n'est qu'aux moments d'extrême nervosité monétaire qu'ils exprimeraient non plus des valeurs économiques, mais des valeurs d'opinion.

En réalité, il ne convient pas de prendre à bras le corps le problème monétaire en le retirant de son complexe contexte économique : c'est à l'économie dans son ensemble qu'il faut s'attaquer, ce qui implique une action concertée portant à la fois sur les domaines fiscal et monétaire. Après tout, les idées de Keynes sont aussi vivantes que celles de Newton et Einstein.

De plus, en vertu des accords de Bretton Woods, les Etats ne sont pas entièrement libres en matière monétaire, et la Communauté financière internationale s'est imposée des règles de conduite. Ainsi ne paraît-il guère possible d'améliorer le fonctionnement des économies nationales grâce à la simple application de la théorie quantitative de la monnaie, sous peine de confondre fiction monétaire et réalités économiques.

Que l'on trouve aujourd'hui à la tête du Federal Reserve Board un homme nanti, comme l'est Burns, d'autant de connaissances théoriques que d'expérience pratique, libre de tout dogme, permet d'espérer que l'influence exercée par le gouvernement américain sur l'économie et la bourse s'inspirera d'un pragmatisme positif. Selon la formule de William James qu'aime citer Burns : "Nous devons vivre aujourd'hui avec la vérité à laquelle nous sommes capables de parvenir, quitte à l'appeler erreur demain"

-----

## LES COMMUNAUTÉS AU TRAVAIL

L'OUVERTURE DES NEGOCIATIONS D'ELARGISSEMENT.- La séance inaugurale de ces négociations s'est tenue le 30 Juin à Luxembourg en présence d'une vingtaine de Ministres, dont les Ministres des Affaires Etrangères des Six et ceux des quatre pays candidats. Ce sont Pierre Harmel, chef de la diplomatie belge et Président en exercice du Conseil des Six, ainsi que Jean Rey, Président de la Commission, qui ont été les porte-parole de la Communauté. Puis les représentants des pays candidats ont à tour de rôle exposé le point de vue de leur gouvernement. Les premières réunions de travail se tiendront au niveau ministériel, le 21 juillet avec la Grande-Bretagne, les 21 et 22 septembre avec les autres candidats.

Le 29 juin, dans l'après-midi, les Ministres des Affaires Etrangères des Six avaient tenu un Conseil consacré notamment au choix du rythme des travaux de la conférence de négociation. Ils avaient également évoqué le développement interne de la Communauté. Jean Rey avait tenu, pour la dernière fois qu'il était présent, à inviter les Etats-membres à renforcer le rôle de la Commission et à utiliser plus largement le vote à la majorité qualifiée au sein du Conseil.

Le 30 juin, les Six ont également tenu dans l'après midi une réunion intergouvernementale consacrée à l'Unification politique et plus particulièrement au dernier chapitre du Rapport Davignon : comment consulter les pays candidats à l'adhésion pendant la période des négociations ? Enfin, les Ministres de l'Agriculture se sont réunis de leur côté dans la matinée du 30 juin pour faire progresser la mise en place de l'organisation du Marché commun des produits de la pêche.

L'EVOLUTION DES RELATIONS ENTRE LA CEE ET LA GRANDE-BRETAGNE.- La négociation qui s'est ouverte le 30 juin est l'aboutissement de 25 ans de relations incertaines, d'échecs et d'espoirs déçus.

- 1°) 1945-1961 : l'occasion manquée.- Opposée au caractère supranational des institutions européennes, soucieuse de garder seule la maîtrise de ses décisions économiques, la Grande-Bretagne refuse d'entrer dans la CECA, puis, bien qu'invitée, ne participe pas à la Conférence de Messine. Travailleurs et conservateurs qui se sont succédés au pouvoir ont eu la même attitude. En 1956, le gouvernement britannique tente, au sein de l'OECE, de créer une vaste zone tarifaire englobant tous les Etats d'Europe occidentale. La Communauté Européenne est cependant constituée, et les discussions à l'OECE sont rompues. La Grande-Bretagne suscite alors la création de l'Association européenne de libre échange (AELE), dont les buts sont moins ambitieux que ceux des Six.

- 2°) 1961-1963 : La première négociation britannique.- Conscient des limites de l'AELE, le gouvernement conservateur "fait le saut" en 1961 et, le 9 août, demande l'ouverture de négociations

d'adhésion au Marché Commun. Mais la lettre de candidature est assez restrictive puisqu'il s'agit pour Londres d'envisager une adhésion dans la mesure où seront respectés les "intérêts essentiels de l'agriculture britannique et des pays de l'AELE et où les Six tiendront compte des "liens spéciaux" avec le Commonwealth. Les négociations se poursuivent avec plus ou moins de bonheur jusqu'au 14 janvier 1963. Une conférence de presse du général de Gaulle y met un terme. Selon lui, la Grande-Bretagne doit encore "se transformer". Par ailleurs, l'entrée de Londres signifie la création d'une Communauté "à onze, puis à treize, puis peut être à dix huit" qui "ne ressemblerait guère sans aucun doute à celle qu'ont bâtie les Six.

- 3°) 1963-1969 : le temps de l'attente. - Le veto français a passablement détérioré les relations entre les Six, relations qui souffriront encore de la "grande crise" de 1965. L'adhésion de la Grande-Bretagne constitue une toile de fond de l'activité communautaire. De multiples initiatives sont prises un peu partout pour "tenter de faire progresser cette affaire." Le 11 mai 1969, Harold Wilson qui, depuis six mois, a rencontré tous les gouvernements européens, dépose une nouvelle demande d'adhésion. Paris, en décembre 1969, s'oppose à l'ouverture des pourparlers, considérant que les négociations n'ont pas été préparées (il est vrai qu'à l'époque les partenaires de la France refusaient d'adopter une position commune). La demande d'adhésion "reste à l'ordre du jour" du Conseil des Six. Sans illusion, on débat d'éventuels arrangements tarifaires qui paraissent n'intéresser personne.

- 4°) Après La Haye. - La Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de La Haye débloque le dossier. L'achèvement réalisé, les Six pourraient envisager la négociation de l'élargissement du Marché Commun sur la base d'une position commune. Au cours du premier semestre de 1970, cette position commune est élaborée chapitre par chapitre. Le Président du Conseil des Ministres des Affaires Etrangères est désigné comme négociateur de la Communauté.

PROGRES VERS LA SOCIETE EUROPEENNE. - La Commission vient de proposer aux Six la création d'un statut de société de droit européen. Dans l'optique du renforcement de la Communauté, c'est un texte important, encore qu'en l'absence d'une harmonisation des systèmes de taxation des plus values lors des fusions et d'une politique concertée concernant les investissements des pays tiers, son effet dynamique ne puisse guère avoir sa plénitude.

La création de ce statut a notamment été réclamée à plusieurs reprises par la France depuis le dépôt par ses soins en 1965 d'un memorandum à ce sujet. De fait, la mise en place d'un territoire économique unique exige évidemment la suppression de toutes les barrières économiques, mais aussi de toutes les barrières juridiques. Or, présentement, un obstacle fondamental continue à s'opposer à l'expansion de l'activité des entreprises dans l'ensemble du Marché Commun : les cadres juridiques dans lesquels s'inscrit cette activité trouvent leur limite aux frontières de chacun des Etats membres, et

ces cadres sont eux-mêmes différents de pays membre à pays membre. De plus, même si l'on parvient à supprimer ces différences grâce à l'harmonisation des législations, les droits nationaux n'en continueront pas moins à être distincts. L'intégration économique en sera entravée, car les entreprises manifestent de sérieuses réserves à l'idée de se soumettre à un droit étranger.

- 1°) Accès au statut de société européenne. - De l'avis de la Commission, il suffit pour le moment de prévoir le bénéfice de ce statut pour les opérations dont l'intérêt est primordial pour la réalisation des conditions nécessaires au fonctionnement d'un marché unifié. Ces opérations sont de trois ordres : (a) fusion de sociétés ayant leur siège dans des Etats membres différents; (b) création de holdings par des sociétés ayant également leur siège dans des Etats membres différents; (c) création de filiales communes.

L'accès au statut sera ouvert à toutes les entreprises créées sous le droit national de l'un des Six, quel que soit l'origine du capital et donc même s'il s'agit de capitaux de pays tiers, à condition qu'elles le soient sous la forme de sociétés anonymes. Seules les sociétés ayant choisi le statut européen seront soumises au droit communautaire des sociétés, c'est à dire que ce droit ne remplace pas les droits nationaux mais s'y ajoute.

La Commission propose que le capital minimum de la société anonyme européenne s'élève à \$ 500.000 (\$ 250.000 seulement en cas de création d'une filiale). Les actions pourraient être nominatives ou au porteur. Les sociétés fixeraient leur siège à leur gré dans la CEE. Enfin, conformément à la tendance que l'on peut observer dans la plupart des Etats membres, la société européenne comporterait un directoire, un conseil de surveillance chargé d'assurer le contrôle et une assemblée générale des actionnaires.

- 2°) Participation des travailleurs. - C'est l'originalité essentielle de la proposition de la Commission qui, sur ce plan, est allée très au-delà de ce que la plupart des Etats membres admettent chez eux, sans toutefois rejoindre l'Allemagne dont la législation en la matière est la plus "avancée" de la Communauté. La Commission suggère de créer un comité d'entreprise européen, de faire entrer les travailleurs au Conseil de surveillance (à raison d'un pour deux représentants des actionnaires) et de permettre la conclusion de conventions collectives européennes. Pour respecter les thèses de certains syndicats, la Commission a prévu que les travailleurs ne seront pas représentés au Conseil de surveillance lorsque les deux tiers du personnel de la société se prononceront contre le principe de cette représentation.

- 3°) Fiscalité. - La société européenne serait soumise au droit de l'Etat membre où se trouve sa direction effective. Aucun avantage fiscal ne lui serait accordé pour ne pas créer de distorsions à l'intérieur de la Communauté.

- 4°) Droit des groupes.- La réunion d'entreprises sous une direction unique (groupe) a pris partout une telle importance économique qu'il était impossible à la Commission de n'en pas traiter dans son projet de Règlement. Qu'une société européenne soit une entreprise "dominante" ou une entreprise "dominée" dans un groupe, le texte de la Commission organise la protection des actionnaires indépendants du groupe ainsi que des créanciers des entreprises liées au groupe.

La discussion de ce projet soulèvera sans doute de nombreuses difficultés, dont les principales peuvent déjà être répertoriées puisque les Six, au niveau des experts, ont déjà eu de multiples discussions à ce sujet :

- base juridique du statut : doit-il s'agir d'un Règlement communautaire fondé sur les dispositions au Traité de Rome ou d'une convention entre Etats ?
- appartenance juridique des sociétés européennes : faut-il créer une société de droit européen, ou doit-on introduire le statut dans chaque législation nationale ?
- les actions peuvent-elles être, au choix, nominatives ou au porteur ? (l'Italie s'oppose à la seconde hypothèse).
- à quel degré doit s'instaurer la participation des travailleurs ?

LES AGRICULTEURS ET L'ELARGISSEMENT.- Les paysans de l'Europe des Six ne veulent pas que, pour faciliter l'entrée des candidats à l'adhésion, on "brade" l'Europe Verte : groupés au sein du COPA (Comité des organisations professionnelles agricoles de la CEE), ils ont la semaine dernière arrêté leur position.

Ils considèrent que les candidats doivent accepter : le système de prix et de marché; la préférence communautaire; le régime vis-à-vis des pays tiers; la responsabilité financière commune. Ils estiment que la période de transition est justement faite pour faciliter l'adaptation aux Règlements communautaires .

Pour le COPA, la période de transition, qu'il faut prévoir aussi courte que possible, et la même pour tous les candidats, doit notamment permettre la disparition des accords particuliers que la Grande-Bretagne a avec la Nouvelle Zélande ou d'autres pays du Commonwealth.

LE COMMERCE EXTERIEUR DE LA COMMUNAUTE.- Les Six réalisent entre eux la moitié de leur commerce extérieur total (48% en 1969, selon les dernières statistiques publiées par la Commission, tant à l'importation qu'à l'exportation). Ce sont l'UEBL et les Pays-Bas qui sont les plus liés à leurs partenaires, la France se situant à la moyenne (50,5 % à l'importation et 47,8 % à l'exportation). En revanche, l'Allemagne et l'Italie continuent à commercer de façon sensiblement plus importante avec les pays tiers.

En 1969, les échanges intracommunautaires se sont élevés à \$ 36,5 milliards, en hausse de 28 % (ou \$ 8 milliards environ)

sur l'année précédente. Les achats et les ventes de tous les Etats membres ont connu à nouveau une augmentation considérable : l'Italie mise à part, il faut remonter en 1960, par comparaison avec 1959, pour relever des taux d'accroissement aussi importants. C'est le commerce de la France avec ses partenaires de la CEE qui, en un an, s'est accru le plus (31 % de hausse à l'importation comme à l'exportation).

Les échanges avec les pays tiers sont caractérisés par une reprise, à un rythme accéléré, des importations : celles-ci ont augmenté de 17 % pour atteindre \$ 39,2 milliards, soit \$ 5,7 milliards de plus que l'année précédente. Les exportations ont augmenté de manière moins forte : leur accroissement, de l'ordre de 11 % a été similaire à celui enregistré de 1967 à 1968. En valeur, les ventes des Six sont passées à \$ 39,2 milliards, niveau égal à celui des importations. De ce fait, l'excédent de la balance commerciale (\$ 1,7 milliard en 1968) a disparu. La remontée des exportations au second semestre a permis d'éviter l'apparition d'un solde négatif.

C'est avec l'AELE, les autres pays européens occidentaux, le Japon, l'Australie et la Nouvelle Zélande que le commerce de la Communauté a particulièrement progressé. L'accroissement a été nettement moins marqué en ce qui concerne les échanges avec l'Amérique du Nord. Il convient enfin de relever que les importations des six en provenance du bloc oriental atteignent \$ 2,7 milliards et les exportations \$ 3 milliards.

AIDE DE READAPTATION POUR MINEURS FRANCAIS.- La Commission vient de décider l'application de l'art. 56 du Traité CECA en faveur de 5.660 mineurs de charbon français touchés par la fermeture de mines dans les bassins du Nord-Pas-de-Calais, Lorraine et du Centre-Midi. Dans ces bassins, les effectifs ont été diminués en 1969 de respectivement 8.111, 2.442 et 3.111 unités. Une aide à la réadaptation d'un montant de F. 55 millions a été accordée par la Commission, montant qui sera complété par une somme égale à verser par le Gouvernement français.

FINANCEMENT D'UNE ETUDE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL.- A la suite d'une demande du Gouvernement français, la Commission vient de décider de participer, au titre de l'art. 46 du Traité CECA, au financement d'une étude régionale destinée à promouvoir des implantations industrielles dans la région d'Albi-Carmaux (Tarn) en France. Cette étude sera confiée à la société COGEFI et elle comportera trois phases de réalisation, à savoir :

- préparation de prospections industrielles, c'est-à-dire aussi bien l'analyse des besoins à satisfaire et des avantages à offrir que la méthode permettant de susciter des implantations nouvelles.
- la recherche proprement dite des entreprises qui, par leurs techniques, leurs marchés, leur développement et leur stratégie sont susceptibles de s'installer dans cette zone. Ces entreprises seront recherchées non seulement dans le secteur industriel proprement dit, mais également dans les activités de service de haut niveau liées à l'industrie.

- l'assistance sous diverses formes aux entreprises intéressées pour aboutir à la réalisation des implantations et à la création des emplois.

VERS L'HARMONISATION DES TAXES SUR CERTAINS HYDROCARBURES.-

On prépare à Bruxelles les consultations que la Commission s'apprête à ouvrir avec les Etats membres et les milieux intéressés en vue de l'élaboration d'une solution au problème de l'harmonisation des taxes sur le chiffre d'affaires et des accises perçues dans les différents pays membres sur les hydrocarbures utilisés comme combustibles. La Commission entend en effet hâter la solution de ce problème, qui constitue l'une des questions cruciales à résoudre dans le cadre de sa politique énergétique communautaire, et dont l'urgence est encore soulignée par le fait que plusieurs pays membres sont en train d'élaborer des réformes à leurs systèmes de taxation.

Les services de la Commission ont établi un projet d'harmonisation pragmatique et progressive, de manière à ménager les transitions. Il faudra en effet assurer que la taxation ne fausse pas les conditions de concurrence entre les différentes sources énergétiques et entre les différents pays membres; que la réduction harmonisée de la taxation n'entraîne pas pour les pays membres intéressés des pertes inconsidérées de recettes fiscales, d'où la nécessité de trouver des compensations à ces pertes éventuelles; tenir compte des effets éventuels de cette réduction des taxes sur la régression ordonnée des charbonnages de la Communauté.

Ce problème figurera à l'ordre du jour d'une des prochaines sessions de la Commission afin que les consultations préalables nécessaires puissent être engagées dès la rentrée de septembre.



## E U R O F L A S H

- P. 18 - AUTOMOBILE - France : Création de RENAULT VENTES DIRECTES EXPORTATION.
- P. 18 - BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS - France : RENADEPE est filiale de CODEPE; Formation du GROUPEMENT INTER REGIONAL D'ENTREPRISES DE CONSTRUCTION. Grande-Bretagne : DEUTSCHE TIEFBOHR ouvre une succursale à Londres. Italie : PIONEER CONCRETE SUD ITALIA est à capital australien; GULF & WESTERN INDUSTRIES devient actionnaire de STA GENERALE IMMOBILIARE. USA : STA GENERALE IMMOBILIARE prend le contrôle de PARAMOUNT STUDIO FACILITIES.
- P. 19 - CHIMIE - Allemagne : G. SIEGLE & C° et KAST & EHINGER passent sous le contrôle de BASF; Les accords CHEMISCHE WERKE HÜLS/DEUTSCHE SOLVAY WERKE. Belgique : Nouveaux actionnaires pour STE DE PRAYON. Canada : BASF prend le contrôle de HOWARDS & SONS (CANADA). France : CHEMVIRON est filiale de CALGON; Association américano-française dans F.T.C. EUROPE; Concentration au profit de MEDITERRANEEENNE DE PRODUITS CHIMIQUES, ainsi qu'à celui de COMMERCIALE LION-NOIR. Suède : Association FARBWERKE HOECHST/PERSTORP.
- P. 22 - COMMERCE - Belgique : SPERRY & HUTCHINSON passe sous le contrôle de GOLD BOND STAMP. France : COMPTOIRS MODERNES élargit son contrôle sur SOGRAMO; CIDEX appartient à FINANCIERE HOLDING; STE D'ETUDES DE GESTION & DE PARTICIPATION de Genève ouvre une succursale à Paris.
- P. 23 - CONSTRUCTION AERONAUTIQUE - France : Deux nouvelles filiales pour SNIA.
- P. 23 - CONSTRUCTION ELECTRIQUE - Allemagne : GENERAL TELEPHONE & ELECTRONIC prend le contrôle absolu de SYLVANIA VAKUUMTECHNIK. France : Concentration au profit d'INDUSTRIELLE DES TELECOMMUNICATIONS. Italie : ZANUSSI prend le contrôle de ZOPPAS.
- P. 24 - CONSTRUCTION MECANIQUE - Espagne : Association franco-espagnole dans JAZ ESPANOLA. France : G. L. REXROTH devient actionnaire d'OLAER HYDRAULIQUE; Les accords LINOTYPE-NEBIOLO/SEVEG; Constitution du groupement UNION HORLOGERE DE GROS VOLUME; YUMBO passe sous le contrôle d'INTERNATIONAL HARVESTER; LUCHAIRE prend 33,3 % dans M.I.C. DIFFUSION. Grande-Bretagne : Les accords ATOS OLEODINAMICA/GEC POWER ENGINEERING. Luxembourg : Constitution définitive de GENE-RAL MOTORS LUXEMBOURG. Pays-Bas : PACK MARK LTD s'installe à Amsterdam; MOTORENFABRIK HATZ transforme en filiale sa succursale de Culemborg.

- P. 26 - EDITION - France: EDITIONS ECLAT DE PARIS passe sous contrôle belge; MAULDE & RENOU absorbe IMPRIMERIE J. FONTAINE & FILS. Pays-Bas: ARIOLA EURODISC BENELUX appartient à BERTELSMANN.
- P. 27 - ELECTRONIQUE - Allemagne: FABRI-TEK INC. s'installe à Francfort. France: GROUPEMENT FRANCAIS D'INFORMATIQUE prend 50 % dans SERTI et le contrôle d'INDUSTRIELLE DE TRAVAUX DE BUREAU; Constitution définitive de C.M.C. FRANCE. Grande-Bretagne: Les accords FAR-FISA/JOHN E. DALLAS & SONS. Pays-Bas: Association américano-néerlandaise dans COMPUTER SCIENCES INTERNATIONAL (NEDERLAND).
- P. 28 - ENGINEERING - France: KELLOG prend 33,3 % dans STE TECHNIQUE D'ENTREPRISES CHIMIQUES; DRACO-ENGINEERING HOLLAND ouvre une succursale à Paris.
- P. 29 - FINANCE - France: LYONNAISE DES EAUX devient majoritaire dans UFINER; Concentration au profit de SOFINCO; Association CREDIT POPULAIRE DE FRANCE/MUTUELLE GENERALE FRANCAISE dans STE POUR L'EPARGNE, LA PREVOYANCE & L'INVESTISSEMENT. Luxembourg: Développement de PARIBAS TRUST. Pays-Bas: Création de GRAMCO INFORMATION (NEDERLAND). Singapour: Ouverture d'un bureau par BANCA NAZIONALE DEL LAVORO. USA: BRITISH AMERICAN INVESTMENT FUND de Luxembourg prend le contrôle de BRITISH AMERICAN BANCORP.
- P. 30 - INDUSTRIE ALIMENTAIRE - Allemagne: Concentration BRAUEREI FELD-SCHLÖSSCHEN/NATIONAL-JÜRGEN BRAUEREI. Belgique: UNILEVER renforce ESSENESE MELKERIJ-INRICHTING. France: EUROPEENNE DE PRODUITS POUR APERITIFS est d'origine sénégalaise; GENERALE SUCRIERE devient actionnaire de SUCRERIE & DISTILLERIE DE SOUPPES, et GENERALE ALIMENTAIRE de STE M. MARCHAND.
- P. 32 - METALLURGIE - Australie: Participation de HOLLAND ALUMINIUM et de VEREINIGTE ALUMINIUM WERKE au projet de Port Warrender. Belgique: COASTAL STEEL C° ouvre une succursale à Bruxelles; S.N.I. prend 33,8 % dans LA SENEFFOISE. France: Dissolution de THYSSENROHR; DUNKER-QUOISE DE COKEFACTION est filiale d'USINOR. Italie: CLIMAX THERMO-MECCANICA est d'origine suisse. Pays-Bas: Projet de holding commun HOOGOVENS/HOESCH. USA: REXIM BUGNONE prend le contrôle de HUNTER ENGINEERING.
- P. 34 - PAPIER - Allemagne: LEEUWARDER PAPIERFABRIEK s'installe à Düsseldorf. Finlande: Une licence SELF COPY INTERNATIONAL pour KYMMENE. France: WEYERHAEUSER négocie la prise du contrôle absolu de DROPSY.
- P. 34 - PARFUMERIE - Belgique: ORIFLAME INTERNATIONAL s'installe à Bruxelles.

- P. 35 - PETROLE - France: ENTREPOT PETROLIER DE MULHOUSE appartient à MOBIL OIL. Italie: Concentration au profit d'ITALGAS.
- P. 35 - PHARMACIE - Allemagne: SHERWOOD MEDICAL INDUSTRIES ouvre une succursale à Francfort; HENSELWERK MAGSTADT est à capital suisse. Belgique: B. BRAUN KG s'installe à Bruxelles. France: SHERWOOD MEDICAL INDUSTRIES ouvre une succursale à Paris; LABORATOIRES MIDY prend le contrôle de FRANCAISE DE FOURNITURES CHIRURGICALES. Luxembourg: ZAFIN est filiale de ZAMBON SpA.
- P. 36 - PLASTIQUES - France: Un département de KLEBER RENOLIT PLASTIQUES passe sous contrôle belge; B.S.N. élargit ses intérêts dans ALLIBERT.
- P. 37 - PUBLICITE - Italie: Projet d'expansion de FAHRENSON & FEHSE WERBE-AGENTUR.
- P. 37 - TEXTILES - Allemagne: EUROPLANEN & INDUSTRIEBEDARF est filiale de SAINT-FRERES; EXQUISITE FORM BRASSIERE (CANADA) développe sa filiale de Duisburg. Autriche: ETS LOUIS DE POORTERE s'installe à Salzburg. France: Création de INDUSTRIES TEXTILES D'ALSACE. Italie: Les accords ENKA GLANZSTOFF/BUSTESE INDUSTRIE RIUNITE.
- P. 39 - TOURISME - France: EUROPEAN HOTEL CORP. N.V. s'installe à Courbevoie/Hts-de-Seine.
- P. 39 - TRANSPORTS - Allemagne: BOURGEY & MONTREUIL s'installe à Francfort; Création de VER. SKANDINAVIENDIENSTE NEPTUN/AHLMANN. Belgique: Association franco-belge dans TRANSVIN. France: Créations de TECHNIQUES DE TRANSPORTS "CORSE" et de BUREAU D'ETUDES DE TRANSPORTS MARITIMES.
-

AUTOMOBILE

(570/18) La REGIE NATIONALE DES USINES RENAULT SA de Boulogne-Billancourt (cf. N° 567 p. 34) s'est donnée une filiale à vocation d'exportation, RENAULT VENTES DIRECTES EXPORTATION SA (capital de F. 1 million), que préside M. Marcel Peyre et que dirige M. Jacques Pariot.

BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

(570/18) Les intérêts en Italie (cf. N° 255 p. 20) de l'entreprise australienne de ciment précontraint, centrales à béton et bétons comprimés PIONEER CONCRETE SERVICES Ltd (Sydney) se sont enrichis d'une affiliée, PIONEER CONCRETE SUD ITALIA SpA (Pomezia) au capital initial de Li. 1 million), présidée par M. Noel J. Holt.

La fondatrice est présente depuis 1964 à Milan avec une filiale, PIONEER CONCRETE ITALIA SpA (capital de Li. 1.09 milliard), dont elle partage le contrôle 70/30 avec la société FIME-FINANZIARIA IMMOBILIARE MOBILIARE EDILE SpA (Milan) et qui possède des succursales à Rome, Grugliasco/Torino, Catane/Sicile, Gênes, Taranto, Naples, etc ...

(570/18) Filiale de forage et prospection des sols du groupe minier allemand C. DEILMANN AG de Bentheim (cf. N° 537 p. 18), la compagnie DEUTSCHE TIEFBOHR AG (capital de DM 7,5 millions) a ouvert à Londres une succursale dont M. Franz Lowe (Whitby/Yorks.) sera fondé de pouvoirs.

Elle est par ailleurs associée depuis 1969 à la société britannique DRILLING & PROSPECTING INTERNATIONAL Ltd, membre du groupe TURRIF CONSTRUCTION CORP. Ltd (Londres) au sein de l'entreprise de forage DOUBLE D. DRILLING Ltd (Warwick).

(570/18) Les entreprises françaises de génie civil ENTREPRISE HENRI FAURE (Paris), FORESTIER (Compiègne/Oise), ENTREPRISE FRONTEAU (Le Mans/Sarthe), ENTREPRISE PRADEAU & MORIN (Paris), LE GUILLOU (Nantes/L. A.), TABARD, MIGAUT et GAROFALO (toutes trois à Niort/D. S. ont constitué à Montrouge/Hts-de-Seine le GROUPEMENT INTER-REGIONAL D'ENTREPRISES DE CONSTRUCTION-GIREC SA (capital de F. 210.000). Présidé par M. Jean Migault, ce groupement, fort de 150 ingénieurs et cadres, de 450 employés et de 4.000 ouvriers, réalisera un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de F. 350 millions.

(570/19) Récemment créée (cf. n° 540 p.15) à Paris par cinq entreprises françaises de génie civil pour regrouper leurs organes d'études et de gestion, la CIE DE DEVELOPPEMENT, D'ETUDES & DE PROMOTIONS DES ENTREPRISES-CODEPE SA (capital de F. 0,5 million) s'est elle-même donnée une filiale, RESEAU NATIONAL DE DEVELOPPEMENT, D'ETUDES, DE PROMOTION & D'ENTREPRISES-RENADEPE SA (capital de F. 0,25 million). Sous la présidence de M. Jacques Montagne, celle-ci a pour objet la promotion et l'application de techniques et méthodes d'industrialisation de la construction immobilière.

Les fondateurs de CODEPE ont été les sociétés ATELIERS DE CONSTRUCTION SCHWARTZ HAUMONT SA (Rueil-Malmaison/Hts-de-Seine), ENTREPRISES QUILLERY SAINT-MAUR SA (Saint-Maur/Val-de-Marne), DUMONT & BESSON SA (Paris), ETS SAINRAPT & BRICE SA (Paris) et ETS BILLIARD SA (Paris) - ces deux dernières s'étant depuis défait de leurs participations au profit des sociétés T.E.C. -TECHNIQUES & ELEMENTS DE CONSTRUCTION SA (Orléans), ENTREPRISES BROCHARD & GAUDICHET SA (Angers) et LES FILS DE E. PITANCE & CIE SA (Lyon).

(570/19) Le conglomérat de New York GULF & WESTERN INDUSTRIES INC. (cf. n° 563 p.41) envisage une diversification de ses intérêts chez les Six : il négocie à Rome la prise d'une participation de quelque 10,5 % dans le groupe de construction et d'investissements immobiliers S.G.I. -STA GENERALE IMMOBILIARE SpA (cf. n° 568 p.19) en échange de la cession à la filiale de celle-ci au Libéria, S.G.I. INTERNATIONAL C° de Monrovia (cf. n° 508 p.17) de la moitié de sa participation dans sa filiale immobilière PARAMOUNT STUDIOS FACILITIES INC. (cf. n° 563 p.41).

## CHIMIE

(570/19) Membre depuis fin 1967 du groupe chimico-pharmaceutique américain MERCK & C° INC. de Rahway/N.J. (cf. n° 556 p.35), l'entreprise de produits chimiques pour la purification et le traitement des eaux (charbons actifs), détergents, adoucisseurs et purificateurs d'air, sels minéraux, etc... CALGON CORP. de Pittsburgh/Penn. (cf. n° 536 p.19) a créé à Paris une filiale, CHEMVIRON SA (capital de F. 0,5 million), que préside M. Theo Vinke (La Hulpe/Bruxelles).

La fondatrice possède depuis fin 1969 une filiale à Bruxelles, CHEMVIRON SA (anc. PITTSBURGH ACTIVITED CARBON SA), et elle a des intérêts notamment en Suisse, Grande-Bretagne, Canada, Mexique, etc ... Sa compagnie-mère possède pour sa part trois filiales directes à Paris, MERCK SHARP & DOHME SA (capital de F. 0,2 million), LABORATOIRES MERCK, SHARP & DOHME (F. 30 millions) et CIE CHIMIQUE MERCK SHARP & DOHME SA (F. 9 millions), qui domicilient la nouvelle affaire.

(570/20) Le groupe chimique de Ludwigshafen B.A.S.F. - BADISCHE ANILIN- & SODA-FABRIK AG (cf. n° 565 p.21 et infra) a étoffé ses intérêts dans l'industrie des colorants, pigments, vernis, encres et peintures en prenant le contrôle, à travers sa filiale de Celle WINTERSHALL AG (cf. n° 568 p.36), des firmes de Stuttgart-Feuerbach G. SIEGLE & C° GmbH (cf. n° 560 p.23) et KAST & EHINGER GmbH (cf. n° 549 p.22).

Animées l'une et l'autre par M. Klaus G. Wöhler, ces deux affaires, qui réalisent ensemble un chiffre d'affaires annuel de DM. 265 millions, disposent de nombreux intérêts en République Fédérale et à l'étranger, tant directement qu'à travers le holding suisse CARMIN AG de Coire (cf. n° 340 p.19). Il s'agit notamment de FARBWERKE FRANZ RASQUIN GmbH de Cologne (cf. n° 444 p.20), GEBR. VOSSEN & C° GmbH d'Aix-la-Chapelle (cf. n° 361 p.20), de COULEURS PARIS SA du Pré-St-Gervais/Seine-St-Denis (cf. n° 560 p.23) - qui a récemment fusionné avec l'entreprise GEMACO SA (Paris et Aubagne/B. du R.) - de KAST EHINGER ITALIANA SpA (Milan), ENCREs D'IMPRIMERIES FALCK-ROUSSEL SA (Schaerbeek-Bruxelles), BRUCOLOR SA de St-Josse-ten-Noode (cf. n° 518 p.21), SIEGLE GmbH (Zurich), SIEGLE & C° GmbH (Vienne), etc...

(570/20) La compagnie américaine FIBER TECHNOLOGY INC. (Hollywood/Cal.) a conclu une association à Paris avec la MANUFACTURE DE PRODUITS CHIMIQUES PROTEX Sarl, qu'anime M. Robert Moor (cf. n° 550 p.24), pour la distribution de produits chimiques destinés à l'industrie des textiles synthétiques. Cet accord s'est matérialisé par la création de la société F.T.C. EUROPE Sarl (Paris) au capital de F. 20.000, gérée par M. R. Moor, et où le partenaire français est majoritaire à 90 %.

PROTEX, spécialisée dans ses usines d'Ouzouer/E. & L. et St-Avold/Moselle dans les formaldéhydes et agents résineux pour textiles, papiers, plastiques, cuirs, etc..., a récemment formé à Etterbeck-Bruxelles une affiliée commerciale, PRODUITS CHIMIQUES PROTEBEL SA, en association avec ses filiales allemande et néerlandaise EXTROSA-GES. FÜR CHEMIERZEUGNISSE mbH (Lör-rach) et PROTEX NEDERLAND N.V. (Enschede) ainsi qu'avec ses affiliées de Bâle PROTEX-CHIMIE BALE AG et de Paris PROTAVIC Sarl et PROTELOR Sarl.

(570/20) Membre du groupe UGINE KUHLMANN SA (cf. n° 569 p.31), l'entreprise de distribution d'engrais CIE MEDITERRANEEENNE DE PRODUITS CHIMIQUES SA (Paris) a négocié l'absorption de ses compagnies-soeurs STE COMMERCIALE POUR L'AGRICULTURE & L'INDUSTRIE SA (Paris) et STE AUXILIAIRE BORDELAISE & PICARDE D'ENGRAIS & PRODUITS CHIMIQUES SA de Bordeaux (cf. n° 561 p.19), ce qui la conduira à élever son capital à F. 7,14 millions en rémunération d'actifs estimés, bruts, à respectivement F. 19,8 et 4,1 millions. Elle recevra ultérieurement du groupe ses participations de 49,79 % et 42,78 % dans la firme LUCHE FILS SA et la STE DES PRODUITS CHIMIQUES DE PONTIVY SA.

UGINE KUHLMANN a par ailleurs engagé des pourparlers avec le groupe RHONE PCULENC SA (cf. n° 569 p.20) en vue du rassemblement de certaines de leurs activités au sein d'une filiale paritaire.

(570/21) Après en avoir repris le contrôle début 1964 au groupe britannique LAPORTE INDUSTRIES LTD (cf. n° 566 p.18), le groupe de New York W.R. GRACE & C° (cf. n° 560 p.48) a cédé l'entreprise d'anhydride phtalique (22.000 t./an) de Cornwall/Ontario HOWARDS & SONS (CANADA) LTD au groupe allemand B.A.S.F. -BADISCHE ANILIN & SODA-FABRIK AG de Ludwigshafen (cf. supra).

Celui-ci élargit ainsi la gamme des fabrications de sa filiale de Montréal B.A.S.F. - CANADA LTD (cf. n° 519 p.20), qui achève la construction d'une usine d'alcool-oxo et de polystyrène expansé et qui s'est assurée en 1969 le contrôle à Toronto de la firme KEINER & C° LTD, spécialiste de produits chimiques pour le traitement des cuirs.

(570/21) Le groupe suédois de produits chimiques, plastiques, cellulosiques, etc... PERSTORP A/B de Perstorp (anc. SKANSKA ATTIK-FABRIKEN A/B - cf. n° 562 p.19) a conclu avec le groupe chimique de Frankfurt-Hoechst FARBWERKE HOECHST AG (cf. n° 568 p.37) une association pour la fabrication d'émulsion synthétique pour peintures, textiles, colles, papiers, etc..

Le cadre en sera une filiale paritaire à Goteborg (capital initial de Kr. 7 millions), qui reprendra les activités industrielles dans ce secteur du groupe suédois, en portera la capacité de production à 40.000 t./an (après un investissement de Kr. 30 millions) et créera un réseau de vente dans les pays scandinaves.

(570/21) Membre du groupe PRODUITS D'ENTRETIEN FRANCAIS PRODEF SA de Levallois-Perret/Hts-de-Seine (cf. n° 418 p.19), la STE COMMERCIALE LION NOIR-PRODUITS LION NOIR MAYOLA SA a négocié l'absorption de l'entreprise SPECIALITES D'ENTRETIEN & D'HYGIENE-S.E.H. SA, dont elle s'était récemment assurée le contrôle à 99 %. En rémunération d'actifs bruts estimés à F. 6,7 millions, elle a ensuite porté son capital à F. 0,5 million.

PRODEF, qui exploite les marques "Solitaire", "Lion Noir", "Miroir", "Décapfour", et "PPZ", a réalisé en 1969 un chiffre d'affaires consolidé de F. 70,56 millions.

(570/21) Filiale paritaire des groupes VEBA-VEREINIGTE ELEKTRICITÄTS & BERGWERKS AG de Bonn et Berlin (cf. n° 569 p.28) et FARBENFABRIKEN BAYER AG de Leverkusen (cf. n° 563 p.18), la compagnie CHEMISCHE WERKE HÜLS AG de Marl (cf. n° 556 p.36) a négocié un accord de coopération industrielle avec la filiale à Solingen DEUTSCHE SOLVAY WERKE GmbH (cf. n° 569 p.20) du groupe belge SOLVAY & CIE SA (Ixelles-Bruxelles) pour l'exploitation commune d'une saline à Epe-Gronau.

(570/22) La STE GENERALE DE BELGIQUE SA de Bruxelles (cf. n° 567 p.42) et son affiliée UNION MINIERE SA (cf. n° 564 p.37) se sont assurées ensemble une participation minoritaire dans l'entreprise de zinc et produits chimiques STE DE PRAYON SA de Prayon-Trooz (cf. n° 558 p.34).

COMMERCE
----------

(570/22) La compagnie de timbres d'escompte sur ventes au détail de produits alimentaires et de grande consommation SPERRY & HUTCHINSON C° de New York (cf. n° 355 p.33) a cédé à son homologue de Minneapolis/Minn. GOLD BOND STAMP C° (cf. n° 466 p.22) plusieurs de ses filiales à l'étranger, et notamment celle de Bruxelles, SPERRY & HUTCHINSON SA, créée en 1963 (cf. n° 195 p.15).

Placée désormais sous le contrôle direct de la filiale néerlandaise BOER'S VERZENDHUIS N.V. de Tubbergen (cf. n° 291 p.32), celle-ci a été transformée en MELIOR SA.

(570/22) La compagnie succursaliste française LES COMPTOIRS MODERNES SA du Mans/Sarthe (cf. n° 541 p.20) a porté à 61 % son contrôle sur la STE DES GRANDS MAGASINS DE L'OUEST-SOGRAMO SA (Le Mans) qui, au capital de F. 4,5 millions, exploite un hypermarché "Record" au Mans et s'apprête à en ouvrir un second à Angers en octobre 1970.

Une des récentes initiatives de COMPTOIRS MODERNES a été la constitution, en association avec les compagnies succursalistes ECONOMIQUES DE NORMANDIE SA (Canteleu/Seine Mme) et LA RUCHE PICARDE SA d'Amiens (cf. n° 549 p.23), du groupement d'intérêt économique HAUSSMANN-INVESTISSEMENTS, chargé de la gestion d'un hypermarché récemment ouvert à Evreux/Eure à l'enseigne "Mammoth".

(570/22) Membre du groupe de Paris EDMOND DE ROTH-SCHILD (cf. n° 549 p.43), la CIE FINANCIERE HOLDING SA s'est donnée à son siège une filiale, CIDEX-CIE INTERNATIONALE D'EXPORTATION SA (capital initial de F. 100.000), avec pour objet, sous la présidence de M. Pierre Copin et la direction de M. Henry Lemoine, l'import-export de toutes marchandises.

(570/22) Spécialisée à Genève dans l'étude et la promotion de méthodes nouvelles de vente au détail, la STE D'ETUDES DE GESTION & DE PARTICIPATION-SEGPAP SA, que préside M. Jean-Jacques Kurz, a ouvert une succursale à Paris.



## CONSTRUCTION AERONAUTIQUE

(570/23) La S.N.I.A. -STE NATIONALE INDUSTRIELLE AEROSPATIALE SA de Paris (cf. n° 562 p.22) s'est donnée deux nouvelles filiales. La première, SOGERMA-STE GIRONDE D'ENTRETIEN & DE REPARATION DE MATERIELS AERONAUTIQUES SA (capital de F. 20 millions), reprendra l'établissement de sa fondatrice à Bordeaux et y exercera des activités de maintenance d'avions militaires et, ultérieurement, civils. Au sein du groupe, cette activité est également celle de la STE D'EXPLOITATION & DE CONSTRUCTIONS AERONAUTIQUES-S.E.C.A. SA (Le Bourget/Seine-St-Denis).

La seconde, STE CHARENTAISE D'EQUIPEMENTS AERONAUTIQUES SA (F. 8 millions) fabriquera dans l'usine de Rochefort dont lui fera apport sa fondatrice des équipements pour avions commerciaux (sièges, aménagements intérieurs, etc...).

## CONSTRUCTION ELECTRIQUE

(570/23) Membre du groupe de Londres THORN ELECTRICAL INDUSTRIES LTD (cf. n° 564 p.30), la compagnie BRITISH LIGHTING INDUSTRIES LTD (cf. n° 444 p.22) a cédé sa participation de 49 % en République Fédérale dans la firme de lampes SYLVANIA VAKUUMTECHNIK GmbH (Frauenaurach) au groupe de New York GENERAL TELEPHONE & ELECTRONICS CORP. (cf. n° 547 p.21), qui en a ainsi le contrôle absolu.

Le groupe américain possède, directement ou à travers sa filiale SYLVANIA ELECTRIC PRODUCTS INC. (cf. n° 524 p.22), plusieurs autres filiales en République Fédérale, notamment SABA GmbH de Villingen-Schwarzwald (cf. n° 535 p.26), SYLVANIA LICHTTECHNIK & ELEKTRONIK GmbH (Hanovre), LENKURT ELECTRIC GmbH de Francfort (cf. n° 521 p.26), etc...

(570/23) La C.G.E. -CIE GENERALE D'ELECTRICITE SA (Paris) a décidé de fusionner ses filiales spécialisées dans les matériels de communications téléphoniques et télégraphiques (transmissions et commutations) ALCATEL SA (cf. n° 563 p.22) et CIT-CIE INDUSTRIELLE DES TELECOMMUNICATIONS SA (cf. n° 466 p.25) au profit de la seconde. Le chiffre d'affaires de celle-ci, qui était de F. 450 millions en 1969, sera ainsi porté à F. 700 millions.

ALCATEL a récemment (cf. n° 566 p.23) fait apport de son Département "Locotracteurs" (usine à Illkirch-Graffenstaden/Bas-Rhin) à la compagnie M.T.E. SA (Paris), filiale paritaire de la S.F.A.C. -STE DES FORGES & ATELIERS DU CREUSOT SA (cf. n° 568 p.29) et de la compagnie JEUMONT-SCHNEIDER SA (cf. n° 567 p.26), toutes deux membres du groupe belge EMPAIN à travers SCHNEIDER SA (cf. n° 568 p.29).

(570/24) Un accord conclu en Italie sous l'égide de l'I. M. I. - ISTITUTO MOBILIARE ITALIANO SpA (Rome) entre les groupes d'électroménager (réfrigérateurs, cuisinières, machines à laver, etc...) INDUSTRIE A. ZANUSSI SpA de Pordenone (cf. n° 557 p.23) et FERDINANDO ZOPPAS SpA de Cornegiano Veneto (cf. n° 507 p.26) assure au premier le contrôle du second.

Occupant quelque 27.500 personnes, le nouvel ensemble réalisera un chiffre d'affaires annuel supérieur à Li. 225 milliards (dont 150 pour ZANUSSI) avec ses marques "Rex", "Naonis", "Blanka", "Triplex", "Castor", etc..., et il occupera une place prépondérante sur le marché national de la branche : entre 40 et 42 % pour les réfrigérateurs (33 % pour ZANUSSI) et près de 55 % pour les machines à laver et appareils de cuisine (38 % pour ZANUSSI).

ZOPPAS a repris en 1969 au groupe LA CENTRALE FINANZIARIA GENERALE SpA (Milan) son contrôle sur la société TRIPLEX SpA (usines de cuisinières à Gerezano et de machines à laver à Solaro). ZANUSSI, lié depuis 1968 avec le groupe allemand AEG TELEFUNKEN au sein de la société AEG ZANUSSI SpA de Maniago (cf. n° 438 p.22), a renforcé ces derniers mois son potentiel industriel en absorbant les compagnies CASTOR SA (Turin), BECCHI SpA (Forli), STICE SpA (Florence), etc...

## CONSTRUCTION MECANIQUE

(570/24) Spécialiste en Grande-Bretagne de machines d'encaissage, décaissage, encartonnage et marquage, la société PACK MARK LTD (Richmond/Surrey) a installé sous son nom une filiale commerciale à Amsterdam (capital de F. 10.000), dirigée par son propre directeur, P. Peter W. Bunce.

La fondatrice est représentée en France par la société SCERMA SA (Coudeville-Brehal/Manche).

(570/24) L'entreprise allemande de petits moteurs diesel pour machines agricoles, construction navale et toutes industries en général MOTOREN-FABRIK HATZ GmbH de Ruhstorf/Rott b. Passau (cf. n° 181 p.19) a renforcé ses intérêts aux Pays-Bas en transformant sa succursale de Culemborg en filiale industrielle et commerciale sous le nom de HATZ-NEDERLAND N.V. (capital autorisé de Fl. 1 million) et la direction de M. Hans Cappon.

La fondatrice dispose depuis 1962 (cf. n° 174 p.26) d'une filiale à Aulnay-sous-Bois/Seine-St-Denis, HATZ FRANCE Sarl, installée à Reims jusqu'en 1967.

(570/25) Spécialiste en Italie de pompes à engrenages et à piston, régleurs de débits, valves de contrôle de pression, etc..., la société ATOS OLEODINAMICA SpA de Cinisello Balsamo (cf. n° 440 p.24) a conclu de nouveaux accords pour la représentation de ses appareils hydrauliques en Grande-Bretagne et dans le Commonwealth avec la filiale GEC POWER ENGINEERING LTD du groupe de Londres GENERAL ELECTRIC & ENGLISH ELECTRIC Cos LTD (cf. n° 566 p.23).

Représentée en France par la société SEMAC SA (Cluses/Hte Savoie), la société italienne était liée par un accord de distribution depuis 1967 en Grande-Bretagne avec l'ancienne compagnie ENGLISH ELECTRIC C° LTD, fusionnée depuis avec GENERAL ELECTRIC C° LTD (Londres).

(570/25) Constituée courant 1968 (cf. n° 474 p.17) par la compagnie française OLAER-FRANCE-TECHNIQUES HYDRAULIQUES SA (Bois-Colombes/Hts-de-Seine) - membre du groupe de Londres THORN ELECTRICAL INDUSTRIES LTD (cf. n° 564 p.30) à travers la société METAL INDUSTRIES LTD de Glasgow (cf. n° 517 p.25) - l'entreprise de matériels hydrauliques et électro-hydrauliques OLAER HYDRAULIQUE SA (Bois-Colombes) prépare une augmentation à F. 4 millions de son capital. Une part en sera souscrite par la société allemande de la branche G. L. REXROTH GmbH de Lahr/Main (cf. n° 540 p.22), filiale du groupe de Düsseldorf MANNESMANN AG (cf. n° 565 p.18).

(570/25) Filiale commerciale commune en France des entreprises de machines graphiques italienne NEBIOLO SpA de Turin (cf. n° 563 p.23) et britannique LINOTYPE & MACHINERY LTD (elle-même membre du groupe américain ELTRA CORP. de Brooklyn/N.J.), la société LINOTYPE-NEBIOLO SA (Chatillon-sous-Bagneux/Hts-de-Seine) a accordé à la firme SEVEG SA (St-Cloud/Hts-de-Seine) la distribution en France des rotatives "Hantscho" fabriquées à Turin par sa compagnie-mère italienne et "Linotype Pacer" et "Linotype Newmaster" fabriquées par sa compagnie-mère britannique.

LINOTYPE NEBIOLO continuera à assurer la représentation des marques "Hantscho", "Nebiolo", "Pacer", "Newmaster", etc... pour les matériels d'imprimerie autres que les rotatives.

(570/25) Les entreprises françaises d'horlogerie FABRIQUE D'HORLOGERIE LA VEDETTE SA (Saverne/Bas Rhin) et O. D. O. Sarl (Morez-du-Jura/Jura) ont constitué auprès de la première le groupement d'intérêt économique UNION HORLOGERE DE GROS VOLUME, qui prendra en charge leurs services commerciaux en France, la coordination de leurs ventes à l'étranger, l'unification de leurs programmes d'études ainsi que la normalisation et la rationalisation de leurs fabrications.

Administré par MM. André de Schwilgen (président de LA VEDETTE) et Guy Odorez (gérant de O. D. O.), ce groupement réalisera un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de F. 40 millions avec un effectif global de 870 personnes.

(570/26) Les négociations entreprises récemment en France (cf. n° 567 p.28) par le groupe de Chicago INTERNATIONAL HARVESTER C° afin de renforcer ses intérêts dans le secteur des engins de travaux publics ont abouti à un accord avec le groupe GEVELOT SA (Paris) : celui-ci lui a cédé l'essentiel de sa participation majoritaire dans la firme de pelles hydrauliques YUMBO SA (Genar/Rhône), dont il reste cependant actionnaire pour 15 %.

(570/26) Donnant suite à son projet (cf. n° 542 p.18) d'implantation d'une usine de véhicules de chantiers (marque "Terex") à Bascharage/Luxembourg, le groupe GENERAL MOTORS CORP. de Detroit/Mich. a constitué la compagnie GENERAL MOTORS LUXEMBOURG SA (capital de F. Lux. 50 millions) qui, présidée par M. Georges M. Perry, assurera l'exploitation de cette unité.

La Division "matériels de chantiers" TEREX EARTH MOVING EQUIPMENT DIVISION du groupe est représentée en France par les ETS HENRI J. DE TABET SA (Nanterre/Hts-de-Seine).

(570/26) En association avec son représentant en Espagne MALDONADO SA (Valence), le groupe français de mécanique de précision et horlogerie (réveils et pendulettes) JAZ SA (Paris) y a constitué une filiale commerciale, JAZ ESPANOLA SA (Valence) au capital de Ptas 2,5 millions.

Affiliée pour 22,17 % à la CIE FINANCIERE DE L'UNION EUROPEENNE SA (groupe SCHNEIDER SA - cf. supra, p.23), JAZ négocie en France un rapprochement avec la société FINHOR-FINANCIERE HORLOGERE SA (cf. n° 558 p.28).

(570/26) Spécialiste à Paris de travail mécanique à façon, le groupe LUCHAIRE SA (cf. n° 513 p.24) s'est assuré une participation de 33,3 % dans la filiale commerciale M.I.C. DIFFUSION Sarl (capital porté à F. 20.000) de l'entreprise d'appareils de levage, manutention et stockage (marques "Continental" et "Arcan") MIC-MECANIQUE INDUSTRIE CHIMIE SA (Paris), que préside M. Jean Rateau.

Désormais gérée par M. Jean Quilhot, M.I.C. -DIFFUSION s'est transformée en MIC-LUCHAIRE CONTAINERISATION Sarl.

EDITION
---------

(570/26) Filiale de la SA DE L'IMPRIMERIE MAULDE & RENOU-PARIS (Paris), la STE D'INVESTISSEMENT MAULDE & RENOU SA (capital de F. 3,19 millions) prépare l'absorption de l'entreprise de la branche IMPRIMERIE J. FONTAINE & FILS SA (Paris).

(570/27) Le groupe allemand d'éditions C. BERTELSMANN VERLAG KG de Gütersloh (cf. n° 569 p.25) a renforcé ses intérêts aux Pays-Bas en matière d'éditions musicales en installant à Haarlem une affiliée de vente de disques par correspondance, ARIOLA EURODISC BENELUX N.V. (capital de Fl. 100.000). Dirigée par MM. Egmont Luftner (Munich) et J. van Schalkwijk (Heemstede), celle-ci est placée sous le contrôle direct de la filiale d'Amsterdam BOEKEN & MUZIEKVRIENDEN N.V. (cf. n° 405 p.25). Le groupe allemand a introduit en 1967 dans le pays son service "Club du Livre et du Disque" à travers sa filiale EUROPACLUK VOOR BOEKEN & GRAMMOFOONPLATEN N.V. (Amsterdam).

BERTELSMANN possède des filiales d'éditions de disques à Munich, ARIOLA EURODISC AMALTHEA MUSIKPRODUKTION GmbH (cf. n° 553 p.28), et Vienne, ARIOLA SCHALLPLATTEN GmbH. Début 1969, il s'est associé (cf. n° 554 p.25) à parité avec le groupe français PRESSES DE LA CITE SA pour la vente par correspondance de livres et disques au sein de la société EUROPE-LOISIR-SERVICE Sarl (Paris), gérée par MM. Reinhard Mohn et Sven Nielsen et contrôlant à son tour la firme FRANCE-LOISIR Sarl, gérée par M. Stein.

(570/27) L'IMPRIMERIE HELIOGRAVURE C. VAN CORTENBERGH Sprl de Bruxelles s'est assurée le contrôle absolu en France de la maison EDITIONS ECLAT DE PARIS SA (capital de F. 10.000). Désormais présidée par M. Pierre Grobel, celle-ci publie notamment les revues "Tricots de Paris", "Jardin d'Enfants", "Spécial layette", etc...

## ELECTRONIQUE

(570/27) Spécialiste d'instrumentation électronique et mémoires "Farrites" pour ordinateurs, la compagnie américaine FABRI-TEK INC. de Minneapolis (cf. n° 394 p.27) a installé à Francfort une filiale commerciale et d'assistance technique, FABRI-TEK INSTRUMENTS GmbH (capital de DM. 20.000), dont les gérants sont MM. William F. Foss et Peter Langner.

La fondatrice est présente depuis 1966 en Europe avec deux filiales, l'une à Amsterdam, FABRI-TEK INTERNATIONAL N.V. (cf. n° 367 p.23), l'autre à Londres, FABRI-TEK (UK) LTD.

(570/27) Différents actionnaires de la SERTI-STE D'ETUDES & DE REALISATIONS POUR LE TRAITEMENT DE L'INFORMATION SA (Paris), parmi lequel M. Alain Schlumberger (41 %), ont fait apport de leurs participations (ensemble 50 %) au G.F.I. - GROUPEMENT FRANCAIS D'INFORMATIQUE SA, récemment créé à cet effet au capital de F. 10,6 millions (cf. n° 568 p.28).

G.F.I. a également reçu de M. Albert Arthaut, président de son conseil de surveillance, sa participation majoritaire dans la STE INDUSTRIELLE DE TRAVAUX DE BUREAU-S.I.T.B. - ORDINAC SA (Paris).

(570/28) L'entreprise américaine de software et travail à façon sur ordinateurs COMPUTER SCIENCES CORP. d'El Segundo/Cal. (cf. n° 558 p.33) s'est associée 75/25 au groupe N.V. PHILIPS GLOEILAMPENFABRIEKEN d'Eindhoven (à travers sa filiale d'Apeldoorn PHILIPS-ELECTROLOGICA N.V.) pour l'installation et la gestion aux Pays-Bas d'un centre de calcul équipé d'un appareil I.B.M. "360/65" (cf. notamment n° 529 p.23) qui sera exploité sous la direction de M. Mariano I. Montana, par une filiale commune, CSIN-COMPUTER SCIENCES INTERNATIONAL (NEDERLAND) N.V. (Arnhem) au capital de Fl. 0,6 million.

Les groupes américain et néerlandais sont associés en Belgique depuis 1967, et dans la même proportion (cf. n° 406 p.26), dans la firme de software COMPUTER SCIENCES INTERNATIONAL SA-C.S.I., dotée elle-même de succursales à Francfort, Londres et Rome.

(570/28) Spécialiste en Italie d'orgues électroniques, la filiale FARFISA SpA d'Aspio/Ancona (cf. n° 343 p.31) du groupe électronique américain LEAR SEAGLER INC. de Santa Monica/Cal. (cf. n° 534 p.29) sera désormais représentée sur le marché britannique par la firme de Londres JOHN E. DALLAS & SONS LTD.

Celle-ci a en effet formé au sein de sa filiale DALLAS ARBITER LTD une Division commerciale chargée de la vente de ces instruments, se substituant ainsi au groupe RANK ORGANISATION LTD (cf. n° 560 p.32) qui assurait depuis 1966 la représentation de la société italienne au Royaume-Uni.

(570/28) Donnant suite à un récent projet (cf. n° 566 p.26), l'entreprise américaine d'appareillages électroniques pour le traitement de l'information par "key processing" COMPUTER MACHINERY CORP. (Los Angeles) s'est donnée une filiale à Versailles/Yvelines, C.M.C. FRANCE SA (capital de F. 0.5 million), que préside M. Gérard Balayre.

ENGINEERING
-------------

(570/28) Aux termes d'un accord récemment conclu entre les compagnies UGINE-KUHLMANN SA de Paris (cf. supra, p.20), SODETEG-STE D'ETUDES TECHNIQUES GENERALES SA (Le Plessis-Robinson/Hts-de-Seine). membre du groupe CIE FRAN CAISE THOMSON-HOUSTON-HOTCHKISS-BRANDT SA (cf. n° 535 p.28), et THE M.W. KELLOG (New York), Division du groupe mécanique PULLMANN INC. de Chicago/Ill. (cf. n° 550 p.32), la première a rétrocédé aux deux autres un intérêt de 33,3 % chacun dans sa filiale d'engineering et d'érection d'installations chimiques et pétrolières STEC-STE TECHNIQUE D'ENTREPRISES CHIMIQUES SA de Sèvres/Hts-de-Seine (cf. n° 370 p.15).

A Paris, KELLOG dispose déjà d'une filiale, KELLOG-FRANCE SA.

(570/29) L'entreprise néerlandaise de conception, étude et construction d'appareils pneumatiques, mécaniques et électriques DRACO-ENGINEERING HOLLAND N.V. a ouvert à Paris une succursale dont la direction a été confiée à M. F. Bertholon.

FINANCE
---------

(570/29) La compagnie financière GREAT AMERICA MANAGEMENT & RESEARCH C° LTD-GRAMCO de Nassau/Bahamas (cf. n° 562 p.31) a présidé à la création à Amsterdam de la société GRAMCO INFORMATION (NEDERLAND) N.V. (capital de Fl. 50.000), placée sous le contrôle direct de la filiale à Londres GRAMCO INFORMATION (U.K.) LTD de la société de gestion de Fonds de placement GRAMCO MANAGEMENT LTD (Nassau). La nouvelle affaire est chargée du placement aux Pays-Bas des parts du "Mutual Found" USIF-THE UNITED STATES INVESTMENT FUND (cf. n° 556 p.27). Spécialisé dans les investissements immobiliers de grand standing aux Etats-Unis, ce Fonds, dont le portefeuille est évalué à plus de \$ 720 millions, est distribué à titre exclusif dans le monde par GRAMCO.

Cette dernière a par ailleurs nouvellement constitué un nouveau Fonds immobilier, GRAMCO IBERICA, en valeurs espagnoles, distribué en Europe par la filiale GRAMCO (UK) LTD de Londres (cf. n° 547 p.27). Sa filiale de distribution de Munich GRAMCO SALES (DEUTSCHLAND) GmbH (cf. n° 521 p.27) a été récemment transformée en GRAMCO INFORMATION (DEUTSCHLAND) GmbH.

(570/29) La compagnie française de portefeuille ALSPI-STE ALSACIENNE DE PARTICIPATIONS INDUSTRIELLES SA (cf. n° 469 p.32) a fait apport de sa participation de 28 % dans l'UFINER-UNION FINANCIERE POUR L'INDUSTRIE & L'ENERGIE SA (Paris) à la C.A.S.P. -CIE AFRICAINE DE SERVICES PUBLICS SA (Paris), filiale de la STE LYONNAISE DES EAUX & DE L'ECLAIRAGE SA qui - à travers la CASP ainsi que la SOFIFT-STE FRANCAISE INDUSTRIELLE FINANCIERE & TECHNIQUE SA et la S.M.D. -STE MAROCAINE DE DISTRIBUTION D'EAU, DE GAZ & D'ELECTRICITE SA (cf. n° 482 p.32) - acquiert ainsi le contrôle à 50,74 % d'UFINER, son actionnaire pour 11,7 %.

En contrepartie, LYONNAISE DES EAUX a fait apport de sa participation de 20 % dans la STE INDUSTRIELLE DE COMBUSTIBLES NUCLEAIRES SA d'Annecy (cf. n° 451 p.28) à ALSPI, qui en était déjà actionnaire pour 55 %.

(570/29) Membre à Luxembourg du groupe CIE FINANCIERE DE PARIS & DES PAYS-BAS SA de Paris (cf. n° 569 p.32), la BANQUE DE PARIS & DES PAYS-BAS POUR LE GRAND DUCHE DU LUXEMBOURG SA a élargi les assises financières de sa filiale de portefeuille PARIBAS TRUST C° SA (Luxembourg) en sextuplant le capital à F. Lux. 6 millions.

(570/30) Décidée début 1969 (cf. n° 509 p.33), la rationalisation des intérêts du groupe SOGENIN-STE DE GESTION & DE PARTICIPATION DE LA HENIN SA de Paris (cf. n° 564 p.33) dans le domaine du crédit à la consommation est devenue effective au profit de sa filiale (43 %) SOFINCO-STE POUR LE FINANCEMENT DU CREDIT A LA CONSOMMATION SA (cf. n° 565 p.30) : celle-ci a absorbé la CIE CENTRALE DE CREDIT & DE PARTICIPATION SA (Paris), dont les actifs ont été estimés, nets, à F. 11,47 millions.

Au capital de F. 48 millions, la compagnie absorbante prépare par ailleurs sa fusion avec sa compagnie-soeur CREDICO-BANQUE POUR LE DEVELOPPEMENT DU CREDIT A LA CONSOMMATION & A L'EQUIPEMENT SA.

(570/30) Dirigée par le Pr Alberto Ferrari, la BANCA NAZIONALE DEL LAVORO SpA de Rome (cf. n° 568 p.31) renforcera son réseau à l'étranger avec l'ouverture à Singapour d'un bureau de représentation.

Ses intérêts à l'étranger sont portés notamment par sa filiale de Zurich LAVORO BANK AG (cf. n° 408 p.26), ses agences de Madrid et New York ainsi que ses bureaux (succursales) de Paris, Bruxelles (compétent pour le Benelux), Francfort, Londres, Montréal, Caracas, Buenos-Aires, Rio-de-Janeiro et Sao Paulo.

(570/30) La compagnie BRITISH AMERICAN BANK LTD (Nassau/Bahamas) a fait apport de son contrôle absolu aux Etats-Unis sur la BRITISH AMERICAN BANCORP. INC. (South Pasadena/Floride) au Fonds de placement BRITISH AMERICAN INVESTMENT FUND qu'elle a constitué à Luxembourg. Au capital autorisé de \$ 5 millions, celui-ci est doté d'une filiale de rachat, BRITISH-AMERICAN INVESTMENT FUND REPURCHASES SA (capital de \$ 20.000).

(570/30) Le CREDIT POPULAIRE DE FRANCE (cf. n° 568 p.30) et la compagnie d'assurances MUTUELLE GENERALE FRANCAISE du Mans/Sarthe (cf. n° 564 p.16) ont constitué un établissement pour la promotion et la gestion de plans d'épargne à long terme, STE POUR L'EPARGNE, LA PREVOYANCE & L'INVESTISSEMENT SA (capital initial de F. 2 millions), que préside M. Yves Mallecot et vice-préside M. Roger Bruneau.

INDUSTRIE ALIMENTAIRE
-----------------------

(570/30) Le groupe de Paris GENERALE SUCRIERE SA (cf. n° 566 p.29) s'est assuré une participation minoritaire dans l'entreprise SUCRERIE & DISTILLERIE DE SOUPPES-OUVRE FILS & CIE Sarl (Paris), qui s'est transformée en SUCRERIE & DISTILLERIE DE SOUPPES-OUVRE FILS & CIE SA avec pour président M. François Ouvré et pour directeur M. André Bougault.



(570/31) Le groupe UNILEVER N.V. de Rotterdam (cf. n° 565 p. 36) a rationalisé ses intérêts en Belgique dans l'industrie fromagère et laitière en fusionnant deux affiliées indirectes d'Essene, KAASFABRIEK SINT-ELIGIUS N.V. et EMI-ESSENESE MELKERIJ-INRICHTING N.V., au profit de la seconde qui a porté en conséquence son capital à FB. 5,4 millions.

Animée par M. H. van Eupen, la compagnie absorbante est directement contrôlée à 55 % par la filiale UNION N.V. d'Anvers-Merksem (cf. n° 485 p. 33), le solde étant partagé entre les sociétés du groupe à Rotterdam MARGARINEFABRIEK GRONINGEN v/h HENDRINKS, BRONGERS & BOS N.V., Anvers BRUNITA N.V. et Bruxelles N.V. HARTOG'S LEVENSMIDDELEN, IGLO-OLA SA, SCOLEC SA et LEVER SA.

(570/31) Filiale commune au Sénégal des compagnies de Paris, STE DE DISTRIBUTION D'HUILES SODISHUIL SA, CIE OPTORG SA (cf. n° 469 p. 21), B.I.A.O.-BANQUE INTERNATIONALE POUR L'AFRIQUE OCCIDENTALE SA (membre de la CIE FINANCIERE FRANCE-AFRIQUE-COFIFA SA - cf. n° 547 p. 29) et S.G.C.C.-STE GENERALE DES COOPERATIVES DE CONSOMMATION (cf. n° 395 p. 28), l'entreprise de production d'huile d'arachide SODEC-STE DE DECORTICAGE SA (Kao-lack) s'est donnée une filiale à Paris, STE EUROPEENNE DE PRODUITS POUR APERITIFS-S.E.P.A. SA (capital de F. 2 millions).

Présidée par M. Philippe Prouvost, celle-ci a pour objet la gestion d'une usine de traitement de toutes denrées pour apéritifs (arachides, amandes, noisettes salées, etc...) que sa fondatrice se propose d'ériger en France.

(570/31) Des négociations sont en cours dans l'industrie brassicole de République Fédérale en vue d'une concentration entre les brasseries de Braunschweig (ensemble 600.000 hl/an) BRAUEREI FELDSCHLÖSSEN AG et NATIONAL-JÜRGEN BRAUEREI KG (marque "Gala").

Propriété des familles Hans Schuberth et Ch. Zahn, la seconde, qui contrôle à 64 % la brasserie FELDSCHLÖSSEN (présidée par M. H. Günnel), est sans lien financier avec son homonyme en Suisse (Rheinfelden) qui, au capital de FS. 9 millions, est animée par le Dr. M. Gossweiler.

(570/31) Le groupe de Neuilly/Hts-de-Seine GENERALE ALIMENTAIRE-GASA SA (cf. n° 569 p. 41) s'est assuré une importante participation dans la compagnie de poivre et épices (marques "Aussage" et "Proivrossage") STE M. MARCHAND SA (Pantin/Seine-St-Denis). Premier producteur français de la branche (60 % du marché), MARCHAND a réalisé en 1969 un chiffre d'affaires de F. 55 millions avec ses usines de Marseille, Le Havre et Bordeaux.

**METALLURGIE**

(570/32) La compagnie suisse de portefeuille UNITHERM HOLDING AG (Zug) a présidé à la création en Italie de la firme d'appareillages, canalisations, tuyauteries de climatisation, chauffage, etc... CLIMAX THERMOMECHANICA SpA (Montebello Vicentino) au capital de Li. 75 millions, que dirige M. Aldo Menossi (Como).

La fondatrice est chargée de la gestion à l'étranger des intérêts de l'entreprise autrichienne d'équipements métallurgiques de chauffage central, incinération, réservoirs, etc... UNITHERM ÖSTERREICHISCHE GES. FÜR UNIVERSELLE WÄRMETECHNIK mbH de Vienne (cf. n° 534 p.27) et de sa soeur allemande UNITHERM GES. FÜR UNIVERSELLE WÄRMETECHNIK mbH (Heidelberg), contrôlées l'une et l'autre par la famille Casutt.

(570/32) Les compagnies HOLLAND ALUMINIUM N.V. de La Haye (cf. n° 559 p.41) et VAW-VEREINIGTE ALUMINIUM-WERKE AG de Berlin et Bonn (cf. n° 564 p.37) seront associées pour respectivement 10 % et 7,5 % au projet américano-japonais d'usine d'alumine à Port Warrender en Australie occidentale (cf. n° 545 p.33). D'une capacité initiale de 1,2 million de t./an, cette unité, qui sera approvisionnée en bauxite du plateau Mitchell/Kimberley, sera opérationnelle fin 1973 après un investissement de \$ 330 millions. Ses promoteurs sont notamment, du côté américain, le groupe AMERICAN METAL CLIMAX C°-AMAX (20 %), à travers sa filiale AMAX BAUXITE CORP., et du côté japonais (8,5 % chacun) les groupes SUMITOMO SHOJI KAISHA LTD d'Osaka (cf. n° 549 p.20) et SHOWA DENKO LTD de Tokyo (cf. n° 530 p.33).

La compagnie néerlandaise - qui a récemment créé une filiale à La Haye, H.A. BAUXIET AUSTRALIË N.V., dans la perspective de cette opération - appartient en compte à demi aux groupes HOOGOVENS (cf. infra) et N.V. BILLITON MIJ. N.V. de La Haye (en cours de fusion avec ROYAL DUTCH SHELL - cf. notamment n° 566 p.30).

(570/32) Le groupe de New York AMERICAN METAL CLIMAX C°-AMAX (cf. n° 559 p.41 et supra) a cédé sa Division "plaques et feuilles métallurgiques" de Riverside/Cal. HUNTER ENGINEERING C° - acquise en 1963 et dont M. Karl Hopf est directeur pour l'Europe depuis 1969 - à la compagnie italienne REXIM BUGNONE SpA de Volpiano/Torino (cf. n° 424 p.20).

Animé par M. Aldo Bugnone, cette dernière a plusieurs sociétés soeurs ou affiliées, notamment TECMO-TECNICA MODERNA SpA (Volpiano), SIPAL-STA ITALIANA PRODOTTI ALLUMINIO SpA (Turin), CIA ITALIANA ALLUMINIO-COMITAL SpA (Volpiano), METALREX SpA, etc...

(570/33) L'entreprise de Düsseldorf THYSSENROHR-INTERNATIONAL GmbH a procédé à la dissolution anticipée de sa filiale de Paris THYSSENROHR Sarl, dont la liquidation a été confiée à M. Ostoja Samborski.

Ancienne filiale du groupe AUGUST THYSSEN HÜTTE AG (Duisburg-Hamborn), THYSSENROHR est récemment (cf. n° 560 p.41) passée sous le contrôle du groupe MANNESMANN AG de Düsseldorf (cf. n° 561 p.26) en application de l'accord relatif à la mise en commun des activités "tubes d'acier" des deux groupes au sein d'une filiale 33,3/66,6 MANNESMANNRÖHRENWERKE GmbH (Düsseldorf).

(570/33) Le groupe sidérurgique d'Ijmuiden KON. NED. HOOGOVENS & STAALFABRIEKEN N.V. (cf. n° 567 p.21) et son affiliée (14,5 %) de Dortmund HOESCH AG (cf. n° 565 p.19) sont convenus de resserrer les liens noués en 1966 (cf. n° 338 p.24) et renforcés récemment avec l'installation d'une aciérie commune à Maasvlakte-Rotterdam (cf. n°s 504 p.32 et 544 p.33).

Leur fusion étant juridiquement impossible, HOOGOVENS (ventes de Fl. 1,749 milliard en 1969) et HOESCH (ventes de DM. 3,9 milliards en 1968-69) négocient la création aux Pays-Bas d'un holding commun où le premier serait majoritaire à 60 %. Avec une production de quelque 11 millions de t./an, le nouveau groupe serait le second du Marché Commun, derrière AUGUST THYSSEN HÜTTE AG de Duisburg-Hamborn (cf. n° 567 p.22).

(570/33) Filiale à 65,14 % du groupe DENAIN-NORD-EST-LONGWY SA de Paris (cf. n° 560 p.41), l'UNION SIDERURGIQUE DU NORD & DE L'EST DE LA FRANCE-USINOR SA (Paris) s'est donnée à son siège une filiale absolue, STE DUNKERQUOISE DE COKEFACTION SA (capital de F. 65 millions), que préside M. Paul Aussure et à laquelle elle a fait apport de sa cokerie de Grande-Synthe/Nord.

Une des récentes initiatives d'USINOR a été sa participation à la constitution à La Plaine-St-Denis/Seine-St-Denis de la STE LORRAINE NOUVELLE DE PRODUITS METALLURGIQUES SA (capital initial de F. 100.000), qui, présidée par M. Jacques Michel, a pour objet le négoce de tous métaux.

(570/33) La S.N.I.-STE NATIONALE D'INVESTISSEMENT SA de Bruxelles (cf. n° 568 p.34) s'est assurée une participation de 33,8 % dans l'entreprise de câblerie et tréfilerie LA SENEFFOISE SA de Seneffe (cf. n° 138 p.16). Celle-ci, dont le capital a été porté à FB. 45 millions, garde pour principal actionnaire la compagnie GOLBI SA (Bruxelles) directement et à travers sa filiale ETUGES-STE D'ETUDES & DE GESTION SA (cf. n° 498 p.20).

(570/33) L'entreprise américaine de négoce sidérurgique COASTAL STEEL C° INC. (Baltimore/Md.) a ouvert à Bruxelles une succursale dont elle a confié la direction à M. Marc Lutskind.

PAPIER

(570/34) Membre à Leeuwarden du groupe papetier d'Amsterdam KON. PAPIERFABRIKEN VAN GELDER & ZONEN (cf. n° 538 p.30), l'entreprise de papier d'emballage N.V. LEEUWARDER PAPIERFABRIEK (cf. n° 485 p.29) a installé à Düsseldorf-Oberkassel une filiale commerciale, LEEUWARDER PAPIERWAREN VERTRIEBS GmbH (capital de DM. 200.000), gérée par M. Gijsbert Kaptein.

(570/34) Le groupe papetier et forestier américain WEYERHAEUSER C° (Tacoma/Wash.) a lancé, par l'intermédiaire de la MORGAN GUARANTY TRUST C° de New York (cf. n° 567 p.32), une offre publique d'achat sur sa filiale française 86,4 % DROPSY SA (Reims), dont il entend prendre ainsi le contrôle absolu. DROPSY, qui contrôle notamment les PAPETERIES DU FOREZ SA de Feurs/Loire (cf. n° 452 p.25) et la STE REMOISE DE PAPETERIE Sarl (Reims), s'est récemment assurée une participation majoritaire dans la STE NOUVELLE DES PAPETERIES LA HAYE-DESCARTES SA de Descartes/Indre & Loire (cf. n° 556 p.33).

(570/34) Contrôlée depuis peu à 51 % par le groupe néerlandais VAN DER GRINTEN N.V. de Venlo (cf. n° 554 p.35), la compagnie de Luxembourg SELF COPY INTERNATIONAL SA (cf. n° 554 p.35) a cédé au groupe finlandais KYMMENE A/B (cf. n° 566 p.18) une licence exclusive de papiers autoreproducteurs pour la Scandinavie et la République Fédérale.

L'exploitation en sera assurée dès l'automne 1970 en République Fédérale par la filiale KYMMENE PAPIER GmbH (cf. n° 526 p.32) du groupe finlandais, lequel construit à cet effet une usine à Salzgitter, nouveau siège de cette filiale dont le capital a été porté à DM. 1 million.

PARFUMERIE

(570/34) La compagnie de portefeuille de Luxembourg ORIFLAMME INTERNATIONAL SA s'est donnée une filiale à Bruxelles, ORIFLAMME EUROPE SA (capital de FB. 0,5 million), que préside M. Jonas of Jochnik.

A capital suédois, la fondatrice a été créée courant 1969 pour installer et gérer un réseau de filiales de parfumerie et produits cosmétiques en Europe.

La firme de Bruxelles est la deuxième société de ce réseau, après ORIFLAMME VERTRIEBS GmbH de Francfort (cf. n° 565 p.37) chez les Six.

## PETROLE

(570/35) Le groupe de New York MOBIL OIL C° (cf. n° 568 p.36) a enrichi ses intérêts en France en créant, à travers sa filiale de Paris MOBIL OIL FRANCAISE SA (cf. n° 568 p.20), la compagnie E.P.M. -ENTREPOT PETROLIER DE MULHOUSE Sarl (Paris) au capital de F. 1,8 million. Avec pour gérants MM. André Fossier, Jean Cussac, Guy Prou et William Levy, celle-ci a pour objet la construction et l'exploitation d'un entrepôt aux environs de Mulhouse/Ht Rhin.

Outre des participations inférieures à 30 % dans de nombreuses sociétés pétrolières françaises, MOBIL OIL détient le contrôle absolu des compagnies MOBIL SAHARA SA (Alger) et C.I.P.A.O. -CIE INDUSTRIELLE DES PETROLES DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE SA de Paris (cf. n° 222 p.23).

(570/35) Affiliée pour quelque 23,3 % au groupe public E.N.I. - ENTE NAZIONALE IDROCARBURI de Rome (cf. n° 563 p.36) ainsi qu'à la BANCA D'ITALIA et à l'I.M.I. -ISTITUTO MOBILIARE ITALIANO (plus de 27 % ensemble), le groupe de distribution de gaz de Turin ITALGAS-STA ITALIANA PER IL GAS SpA (cf. n° 497 p.22), sous contrôle public - et qui le restera - s'apprête à renforcer ses actifs industriels, commerciaux et immobiliers en absorbant huit sociétés, opération qui entraînera l'augmentation de son capital de Li. 37,4 à 49,88 milliards.

Les entreprises concernées sont : FORNICOKE SpA (Savona), CLEDCA-CONSERVAZIONE LEGNO & DISTILLERIE CATRAME SpA (Milan), FUNIVIE SAVONA SAN GIUSEPPE SpA (Savona), INDUSTRIE CHIMICHE LODIGIANE-ICLO SpA (Crespiatica/Milano), IMMOBILIARE BRAGNO SpA (Savona), SIDERGAS-STA PER LA DIFFUZIONE & LA DISTRIBUZIONE DEL GAS SpA (Turin), METANO GAETA Srl (Gaeta) et SUBALPINA GAS SpA (Rome).

## PHARMACIE

(570/35) Filiale au Royaume-Uni de la compagnie américaine SHERWOOD MEDICAL INDUSTRIES INC. de St-Louis/Mo. (anc. ROEHR PRODUCTS C° INC.), la firme d'instruments médicaux et chirurgicaux (seringues, aiguilles, sondes, tubes, etc...) SHERWOOD MEDICAL INDUSTRIES LTD (Feltham/Mddx.) a ouvert deux succursales chez les Six, l'une à Francfort, dirigée par MM. M.J.F. Palmer et J.R. Stobbs, l'autre à Paris, dirigée par M. H. de Suremain.

Connue pour ses marques "Monoject" et "Argyle", la compagnie américaine a acquis en 1968 de sa compagnie mère de Chicago BRUNSWICK CORP. (cf. n° 320 p.28) ses Divisions pharmaceutiques "Sheridan" et "Brentwood". Elle exploite une usine en Irlande du Nord (Balleymoney) et a une filiale directe en Grande-Bretagne, ARGYLE MEDICAL INDUSTRIES (U.K.) LTD de Feltham/Mddx (cf. n° 485 p.26), dotée d'une succursale à Bruxelles depuis fin 1968.

(570/36) Spécialiste en République Fédérale de pansements, articles chirurgicaux et pharmaceutiques, la firme B. BRAUN KG (Melsungen) a constitué à Schaerbeek-Bruxelles une filiale commerciale, B. BRAUN BELGIQUE SA (capital de FB. 1 million), dont elle partage le contrôle avec sa filiale en Suisse B. BRAUN INTERNATIONAL GmbH (Liestal).

Animée par MM. Otto Braun et Bernhard Braun, la fondatrice emploie plus de 2.000 personnes dans ses usines au siège, Spangerberg et Wanfried; elle dispose de succursales à Berlin, Francfort, Düsseldorf, Munich, Münster, Stuttgart, Neunkirchen, Nuremberg, Hambourg, Hannover, etc ...

(570/36) Animée à Milan par M. Alberto Zambon, la firme de produits pharmaceutiques, chimiques, diététiques et alimentaires ZAMBON SpA (cf. n° 390 p.28) s'est donnée à Luxembourg une filiale financière et de portefeuille, ZAFIN SA au capital de \$ 0,6 million (libéré de 25 %).

La fondatrice a plusieurs filiales de ventes à l'étranger, notamment à Bruxelles INPHARZAM SA (contrôlée par la filiale de portefeuille de Lugano WHITE-FIN HOLDING SA - cf. n° 318 p.25), Lugano INPHARZAM SA, Barcelone ZAMBON SA, etc...

(570/36) Le groupe chimico-pharmaceutique de Paris LABORATOIRES MIDY SA (cf. n° 564 p.41) a diversifié ses intérêts en s'assurant le contrôle de l'entreprise d'instruments de chirurgie et matériels d'ostéo-synthèse S.F.F.C. - STE FRANCAISE DE FOURNITURES CHIRURGICALES SA. Première entreprise de la branche en France, celle-ci réalise un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de F. 15 millions.

(570/36) Animée par M. W. Schoenenberger (Rheinfelden/Aargau), la société suisse de spécialités pharmaceutiques et diététiques ROSEN APOTHEKE, WALTHER SCHÖNENBERGER (Zurich) a installé une filiale en République Fédérale, HENSELWERK MAGSTADT GmbH (Magstadt Kr. Böblingen) au capital de DM. 100.000, que gère M. Théo Fügel.

## PLASTIQUES

(570/36) La filiale (76 %) RECTICEL FRANCE SA de St-Barthélémy d'Anjou/M. & L. (cf. n° 538 p.32) du groupe belge PRB SA de Woluwe-St-Pierre (cf. n° 562 p.20) a acquis, au prix de plus de F. 4 millions, le Département "mousses souples de polyuréthane" de la société KLEBER RENOLIT PLASTIQUES SA de Trilport/S. & M. (cf. n° 451 p.31).

Au capital de F. 34 millions, celle-ci est contrôlée à 50 % par le groupe KLEBER COLOMBES SA de Colombes/Hts-de-Seine (affilié direct et indirect pour plus de 24 % de MICHELIN - cf. n° 569 p.18) et pour le solde par les sociétés allemande RENOLIT WERKE GmbH de Worms (cf. n° 567 p.40) et américaine PHILLIPS PETROLEUM C° de Bartlesville/Okl. (cf. n° 551 p.19).

(570/37) Le groupe B. S. N. -BOUSSOIS SOUCHON NEUVESEL SA (cf. n° 569 p.34) élargira ses intérêts (cf. notamment n° 533 p.38) dans la firme française de transformation et moulages plastiques ALLIBERT SA de Monestier-de-Clermont/Isère (cf. n° 555 p.35) en reprenant, à travers son holding allemand DAHLBUSCH VERWALTUNGS AG de Gelsenkirchen (cf. n° 567 p.45), la participation de 50 % qu'y a acquise récemment son affiliée de République Fédérale DELOG-DEUTSCHE LIBBEY-OWENS GESELLSCHAFT FÜR MASCHINELLE GLASHERSTELLUNG AG de Gelsenkirchen (cf. n° 560 p.46).

DAHLBUSCH VERWALTUNGS (capital de DM. 31,6 millions) aura prochainement le contrôle direct à 51,26 % de la nouvelle compagnie FLACHGLAS AG DELOG-DETAG (Gelsenkirchen et Fürth), issue de la fusion des affiliées DELOG et TETAG-DEUTSCHE TAFELGLAS AG (au profit de la seconde), et où le groupe français sera, directement et indirectement, majoritaire à 72 %.

#### PUBLICITE

(570/37) L'agence allemande FAHRENSON & FEHSE WERBE-AGENTUR de Gräfelfing/Munich (cf. n° 564 p.42) s'apprête à élargir son implantation à l'étranger grâce à l'ouverture de succursales en Italie, Pays-Bas et Autriche.

Animée par MM. Jens Uwe Fahrenson et Klaus Fehse, la firme allemande a pris récemment pied en Suisse (cf. n° 554 p.41) avec l'installation d'une filiale à Zurich, WERBUNG INTERNATIONAL PAUL RUETZ & C° KG, dirigée par P. Paul Ruetz.

#### TEXTILES

(570/37) La représentation en Autriche du groupe belge de tapis et moquettes tuftées ETS LOUIS DE POORTERE SA d'Aalbeke (cf. n° 473 p.30) sera assurée par la nouvelle ETS LOUIS DE POORTERE REPRÄSENTANZ FÜR ÖSTERREICH GmbH (Salzburg) au capital de Sh. 1 million, gérée par MM. F. de Poortere (Courtrai) et F. Schmidhuber (Salzburg).

La fondatrice contrôle notamment en Belgique la filature FILAVILLE & COURTEXTYL REUNIS SA (Juslenville et Stasegem-Harelbeke) au capital de FB. 100 millions, et elle dispose chez les Six de plusieurs filiales sous son nom : Lys-lez-Lannoy/Nord, Gerenzano/Varese, Dortmund (anc. à Düsseldorf), etc...

(570/38) Membre en République Fédérale du groupe néerlandais AKZO N.V. (cf. n° 568 p.21), l'entreprise de fibres chimiques et synthétiques ENKA GLANZSTOFF AG de Wuppertal (cf. n° 560 p.22) a conclu avec le groupe de Milan BUSTESE INDUSTRIE RIUNITE SpA (cf. n° 553 p.40) un accord de coopération industrielle et promotion commerciale portant sur l'utilisation en Italie des fibres polyester "Diolen" pour l'ameublement et le vêtement féminin.

Le groupe italien (sept usines équipées de 2.680 métiers et 242.000 broches) résulte de la fusion décidée il y a quelques mois (cf. n° 543 p.35) entre les firmes de Milan COTONIFICIO BUSTESE SpA, COTONIFICIO TRIESTINO SpA et INDUSTRIE RIUNITE SANT' ANTONIO SpA au profit de la première, dont le capital a été porté à Li. 10,3 milliards.

(570/38) Les accords signés en France début 1969 (cf. n° 496 p.38) entre les entreprises textiles ETS SCHAEFFER SA de Pfastatt-le-Chateau/Haut Rhin (cf. n° 544 p.35), S.A. DES ETS LES FILS D'EMMANUEL LANG (Paris et Mulhouse) et S.I.A.T. SA se sont concrétisés par la création d'une filiale commune à Paris, I.T.A. INDUSTRIES TEXTILES D'ALSACE SA (capital initial de F. 400.000), dont le président est M. Raoul Lang, les vice-présidents Mme Raoul Lang et M. Pierre Wernier (groupe OTIC) et le directeur M. Raymond Schwob, directeur de LANG et de sa filiale ETS SCHLUMBERGER, STEINER & CIE SA (Ropentzwiller/Ht Rhin).

SIAT appartient au groupe OMNIUM TEXTILE INDUSTRIEL & COMMERCIAL O.T.I.C. Sarl (Neuilly/Hts-de-Seine), qui contrôle notamment la compagnie FILATURES & TISSAGES BOURCART SA de Guebwiller/Ht Rhin (cf. n° 521 p.33).

(570/38) Affiliée pour 43 % au groupe textile STE FONCIERE & FINANCIERE AGACHE WILLOT SA de Pérenchies/Nord (cf. n° 563 p.39), la compagnie SAINT FRERES SA de Paris (cf. n° 561 p.21) a pris pied en République Fédérale en se donnant une filiale de fabrication, négoce et location de bâches industrielles à Hambourg, EUROPLANEN & INDUSTRIEBEDARF GmbH (capital de DM. 0,5 million).

Spécialisée dans la filature et le tissage du jute, la bâcherie, l'induction plastique et le négoce de lingerie, la fondatrice a réalisé en 1969 un chiffre d'affaires de F. 360,4 millions.

(570/38) Affiliée au groupe américain de confection et lingerie féminine EXQUISITE FORM INDUSTRIES INC. de Pelham Manor/N.Y. (cf. n° 441 p.34), la firme de Toronto/Ont. EXQUISITE FORM BRASSIERE (CANADA) LTD a porté à DM. 1 million le capital de sa filiale industrielle de Duisburg EXQUISITE FORM BRASSIERE LTD GmbH, que dirige M. Hermann P. Witzer, pour en faciliter l'expansion.



TOURISME
----------

(570/39) Récemment constituée aux Pays-Bas (cf. n° 540 p.40) par cinq compagnies aériennes européennes pour l'implantation d'une chaîne de grands hôtels à Londres, Paris, Francfort, Munich, Rome et Zurich, le holding E.H.C.-EUROPEAN HOTEL CORP. N.V. a acquis en France (Courbevoie/Hts-de-Seine) un terrain sur lequel sera construit un hôtel de cinq cents chambres dont l'exploitation sera assurée par une filiale commune (51/49) avec le groupe hôtelier de Londres GRAND METROPOLITAN HOTELS LTD (cf. n° 560 p.45). A Londres, c'est un hôtel de 800 chambres qui, terminé en 1973, sera administré par une filiale formée dans les mêmes conditions.

Les fondateurs d'E.H.C. ont été les compagnies ALITALIA SpA (Milan), DEUTSCHE LUFTHANSA AG de Cologne (cf. n° 562 p.42), SWISSAIR SCHWEIZERISCHE LUFTVERKEHR AG de Zurich (cf. n° 553 p.42), B.E.A.-BRITISH EUROPEAN AIRWAYS LTD de Londres (cf. n° 550 p.45) et BOAC-BRITISH OVERSEAS AIRWAYS CORP. LTD de Hounslow/Middx. (cf. n° 540 p.40) pour 75 % ensemble, avec le concours pour le solde des banques S.G. WARBURG & C° de Londres (cf. n° 561 p.31), BANQUE DE PARIS & DES PAYS-BAS SA de Paris (cf. n° 568 p.30), DEUTSCHE BANK AG de Francfort (cf. n° 568 p.40), BANCA COMMERCIALE ITALIANA SpA de Milan (cf. n° 567 p.33) et UNION DE BANQUES SUISSES SA de Zurich (cf. n° 563 p.36).

TRANSPORTS
------------

(570/39) Présent en Italie depuis 1962 avec une filiale à Milan (cf. n° 150 p.26), le groupe français de transit, groupage et transports routiers, maritimes et aériens BOURGEY & MONTREUIL SA de Chambéry/Savoie (cf. n° 364 p.30) a installé une filiale à Francfort, INTERNATIONALE SPEDITION BOURGEY & MONTREUIL GmbH (capital de DM. 40.000), gérée par son propre président, M. Francis Dubois.

(570/39) Récemment créée à Marseille au capital de F. 105.000 pour la réalisation d'études techniques et tarifaires en matière des transports maritimes, la compagnie TETRACO-TECHNIQUES DE TRANSPORTS "CORSE" SA, que préside M. Antoine Peretti, l'a été par la CIE GENERALE TRANSMEDITERRANEENNE SA (filiale absolue du groupe C.G.T.-CIE GENERALE TRANSATLANTIQUE SA de Paris - cf. n° 559 p.48), la CIE MERIDIONALE DE NAVIGATION SA, la CIE COMMERCIALE MEDITERRANEENNE Sarl et la TRANSIT GENERAL Sarl, toutes à Marseille.

(570/40) Une association nouée à Paris entre la CIE FRANCAISE DE PROMOTION INDUSTRIELLE-COFIE SA, filiale de la CIE FRANCAISE D'IMPORTATION & D'EXPORTATION-COFIE SA (cf. n° 530 p.20), et la B.N.P. - BANQUE NATIONALE DE PARIS SA (cf. n° 568 p.31) a donné naissance au BUREAU D'ETUDES DE TRANSPORTS MARITIMES-BETRAM SA (capital de F. 100.000), que préside M. Jean Pezard, et qui se consacrera à toutes études commerciales, techniques et financières dans le domaine du transport maritime.

COFIE et B.N.P. sont déjà associées au sein de la STE FRANCO-AUSTRIENNE DE PROMOTION INDUSTRIELLE & COMMERCIALE (S.F.A.P.) SA (Paris), où ils ont pour partenaires quatorze sociétés françaises (cf. n° 530 p.20).

(570/40) Spécialisées dans l'entreposage et le transit des marchandises, les firmes de Marseille STE CONTINENTALE DE COMBUSTIBLES SA et AGENCE MARITIME ALGERO-SCANDINAVE SA et de Paris ENTREPRISES DE REMORQUAGE, DE SAUVETAGE & D'ACCONAGE-ERSA ont participé ensemble pour 55 %, aux côtés de leurs homologues d'Anvers AUG. BULCKE & C° SUCCRS. N.V. pour 25 % et VENKELER & C° N.V. (cf. n° 390 p.31) pour 20 %, à la constitution à Anvers de la compagnie de transport, manutention, stockage, etc... TRANSVIN N.V. (capital de FB. 4 millions).

(570/40) Les accords conclus récemment (cf. n° 550 p.46) entre les entreprises maritimes de Brême DAMPSCHIFFFAHRTS-GESELLSCHAFT "NEPTUN" AG - affiliée à la COMMERZBANK AG de Düsseldorf (cf. notamment n° 569 p.42) - et de Hambourg AHLMANN-TRANSPORT KG pour l'exploitation commune de leurs services vers la Scandinavie ont été sanctionnés par la création d'une filiale paritaire à Brême, VSNA-VEREINIGTE SKANDINAVIENDIENSTE NEPTUN/AHLMANN GmbH (capital de DM. 100.000). Dirigée par M. Elimar Hackmann, la nouvelle affaire a pour gérants MM. Rolf Klöpper et Günter Evers.

---

INDEX DES PRINCIPALES SOCIÉTÉS CITÉES

Ahlmann Transport	P. 40	Editions Eclat de Paris	27
Akzo	38	EMI-Essenese Melkerij Inrichting	31
Allibert	37	E. N. I.	35
Alspi	29	Enka Glanzstoff	38
Amax	32	Entrepôt Pétrolier de Mulhouse	35
Ariola Eurodisc	27	Epargne, La Prévoyance & L'Investissement (Sté pour l')	30
Atos Oleodinamica	25	European Hotel Corp.	39
Banca Nazionale del Lavoro	30	Europlanen & Industriebedarf	38
Banque de Paris & des Pays-Bas	29-39	Exquisite Form Brassiere	38
B. A. S. F.	20-21	Fabri-Tek	27
Bertelsmann Verlag (C.)	27	Fabrique d'Horlogerie La Vedette	25
Betram	40	Fahrenson & Fehse	37
B. N. P.	40	Farfisa	28
Boeken & Muziekvrienden	27	Feldschlösschen	31
Bourgey & Montreuil	39	Fiber Technology	20
Braun Belgique (B.)	36	Financière Holding	22
British American Bank	30	Flachglas AG Delog Detag	37
B. S. N.	37	Française de Fournitures Chirurgicales	36
Bustese Industrie Riunite	38	F. T. C. -Europe	20
Calgon	19	General Electric & English Electric	25
C. A. S. P.	29	General Motors	26
Charentaise d'Equipements		General Telephone & Electronics	23
Aéronautiques (Sté)	23	Générale Alimentaire	31
Chemische Werke Huls	21	Générale de Belgique (Sté)	22
Chemviron	19	Générale d'Electricité (Cie)	23
Cidex-Cie Internationale		Générale Sucrière	30
d'Exportation	22	Générale Transméditerranéenne	39
Climax Thermo-Meccanica	32	Gevelot	26
C. M. C. France	28	Girec	18
Coastal Steel	33	Gold Bond Stamp	22
Codepe	19	Grace & Co (W. R.)	21
Cofie	40	Gramco	29
Comptoirs Modernes (Les)	22	Grand Metropolitan Hotels	39
Computer Machinery Corp.	28	Groupeement Français d'Informatique	27
Computer Sciences	28	Gulf & Western Industries	19
Continente de Combustibles	40	Hatz	24
Cortenbergh (C. van)	27	Henselwerk Magstadt	36
Crédit Populaire de France	30	Hoechst	21
Dahlbusch Verwaltung	37	Hoesch	33
Dallas & Sons (John E.)	28	Holland Aluminium	32
Dampfschiffahrts-Ges. "Neptun"	40	Howards & Sons	21
Deutsche Tiefbohr	18	Hunter Engineering	32
Draco-Engineering Holland	29		
Dropsy	34		
Dunkerquoise de Cokéfaction	33		

I. M. I.	24-35	Saint-Frères	38
Industrielle de Combustibles		Schaeffer (Ets.)	38
Nucléaires	29	Segpar	22
Industrielle de Télécommunications	23	Self Copy International	34
International Harvester	26	Seneffoise (La)	33
I. T. A. -Industries Textiles d'Alsace	38	S. E. P. A. -Sté Européenne de Pro-	
Italgas	35	duits pour Apéritifs	31
Jaz	26	Serti	27
Kast & Ehinger	20	Seveg	25
Kellog (The M. W.)	28	S. G. I. -Sta Generale Immobiliare	19
Kleber Renolit Plastiques	36	Sherwood Medical Industries	35
Kon. Ned. Hoogovens &		S. I. A. T.	38
Staalfabrieken	32-33	Siegle & C° (G.)	20
Kymmene	34	S. N. I.	33
Laboratoires Midy	36	S. N. I. A.	23
Leeuwarder Papierfabriek	34	Sodec-Sté de Décorticage	31
Linotype Nebiolo	25	Sodeteg	28
Lion Noir	21	Sofinco	30
Luchaire	26	Sogenin	30
Lyonnaise des Eaux & de l'Eclairage	29	Sogerma	23
Maldonado	26	Sogramo	22
Marchand (M.)	31	Solvay	21
Maulde & Renou	26	Sperry & Hutchinson	22
Méditerranéenne de Produits		Sucrerie & Distillerie de Souppes-	
Chimiques (Cie)	20	Ouvré Fils	30
Méridionale de Navigation (Cie)	39	Sylvania Vakuumtechnik	23
M. I. C. -Luchaire Containérisation	26	Technique d'Entreprises Chimiques	28
Mobil Oil	35	Tetraco	39
Morgan Guaranty Trust	34	Thorn Electrical Industries	23 - 25
National-Jurgen Brauerei	31	Thyssenrohr	33
Olaer Hydraulique	25	Transvin	40
Oriflame	34	Ufiner	29
Pack Mark	24	Ugine-Kuhlmann	20-28
Paribas Trust	29	Unilever	31
Perstorp	21	Union Horlogère de Gros Volume	25
Philips	28	Union Minière	32
Pioneer Concrete	18	Unitherm Holding	32
Poortere (Ets Louis de)	37	Usif	29
Prayon (Sté de)	22	Usinor	33
Protex	20	Ver. Aluminium-Werke	32
Recticel France	36	VSNA-Ver. Skandinaviendienste	40
Renadepe	19	Weyerhaeuser C°	34
Renault	18	Wintershall	20
Rexim Bugnone	32	Zafin	36
Rexroth (G. L.)	25	Zambon	36
Rhône-Poulenc	20	Zanussi	24
Rosen Apotheke	36	Zoppas	24

